

PARITAIR COMITÉ VOOR DE METAAL-, MACHINE- EN
ELEKTRISCHE BOUW

*Collectieve arbeidsovereenkomst
van 16 december 2019*

Wijziging en coördinatie van de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalverwerkende nijverheid"

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, werklieden en werksters van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren.

Artikel 2.

De tekst van de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalverwerkende nijverheid" wordt geïnterpreteerd en gewijzigd. De tekst van de statuten wordt gecoördineerd zoals in bijlage.

Artikel 3.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een periode van onbepaalde duur en heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2019.

Zij kan worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden wordt betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw.

Zij vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van ~~28 mei~~ 2018 tot wijziging en coördinatie van de statuten van het Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalverwerkende nijverheid (registratienummer 147260/CO/111).

COMMISSION PARITAIRE DES CONSTRUCTIONS
MÉTALLIQUE, MÉCANIQUE ET ÉLECTRIQUE

*Convention collective de travail
du 16 décembre 2019*

Modification et coordination des statuts du "Fonds de sécurité d'existence des fabrications métalliques"

Article 1er.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique.

Article 2.

Le texte des statuts du "Fonds de sécurité d'existence des fabrications métalliques" est interprété et modifié. Le texte des statuts est coordonné comme en annexe.

Article 3.

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée et produit ses effets de 1er juillet 2019.

Elle peut être dénoncée avec un préavis de six mois par lettre recommandée adressée au président de la commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique.

Elle remplace la convention collective de travail du ~~28 mai~~ 2018 modifiant et coordonnant les statuts du Fonds de sécurité d'existence des fabrications métalliques (numéro d'enregistrement 147260 /CO/111).

Annexe à la convention collective de travail du 16 décembre 2019, conclue au sein de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, relative à la modification et à la coordination des statuts du "Fonds de sécurité d'existence des fabrications métalliques"

Fonds de sécurité d'existence, institué par décision du 13 janvier 1965 de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, rendue obligatoire par arrêté royal du 10 février 1965.

CHAPITRE Ier. - Dénomination, siège, objet, durée 2

CHAPITRE II. - Champ d'application 4

CHAPITRE III. – Administration 5

CHAPITRE IV. – Financement 6

- § 2. Cotisations pour la sécurité d'existence 6*
- § 3. Allocation spéciale compensatoire annuelle 11*
- § 4. Formation des organisations d'employeurs et de travailleurs 11*
- § 5. Emploi et formation 11*
- § 6. Initiatives de formation ou d'emploi organisées au niveau provincial 12*
- § 7. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "IFP" 12*
- § 8. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "FRMB" 12*
- § 9. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "FTMA" 12*
- § 10. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "FTML" 12*

CHAPITRE V. - Bénéficiaires et allocations 14

- A. Indemnités de chômage 14*
 - A.A. Chômage temporaire 14*
 - A.B. Chômage complet 14*
 - A.C. Régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC) 16*
 - A.D. Montant des indemnités 18*
- B. Allocations de maladie, d'accouchement et d'accidents 20*
- C. Dispositions communes aux indemnités de chômage, allocations d'incapacité et autres avantages accordés par le fonds 22*
- D. Financement de l'allocation spéciale compensatoire 22*
- E. Financement de la formation professionnelle 22*
- F. Financement de l'intervention dans les frais de formation des organisations d'employeurs et de travailleurs 23*
- G. Attestations d'emploi annuelles 23*
- H. Initiatives de formation ou d'emploi organisées au niveau provincial 23*
- I. Régime de pension sectoriel social 23*
- J. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "IFP" 23*
- K. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "FRMB" 23*
- L. Financement des interventions dans le cadre des changements de carrière 23*
- M. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "FTMA" 24*
- N. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "FTML" 24*

CHAPITRE VI. - Budget, comptes 24

CHAPITRE VII. - Dissolution, liquidation 24

CHAPITRE Ier. - Dénomination, siège, objet, durée

Art. 1er. Il est institué, à partir du 1er janvier 1965, un fonds de sécurité d'existence pour les ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises qui par leur activité en Belgique ressortissent à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, dénommé "**Fonds de sécurité d'existence des fabrications métalliques**".

Art. 2. Le siège du fonds se trouve dans l'arrondissement de Bruxelles à l'adresse suivante Galerie Ravenstein 27 b 7 à 1000 Bruxelles. Le numéro d'entreprise est 0855.690.646.

Art. 3. § 1er. Le fonds a pour objet :

1° De percevoir les cotisations nécessaires à son fonctionnement;

2° D'allouer aux ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, et ce dans les conditions déterminées ci-après :

- a) une indemnité complémentaire aux allocations de chômage;
- b) une allocation complémentaire aux indemnités de l'assurance maladie-invalidité;
- c) éventuellement d'autres avantages sociaux, à déterminer par convention collective de travail de la susdite commission paritaire, rendue obligatoire par arrêté royal;

3° D'assurer la répartition de ces avantages;

4° De payer une allocation spéciale compensatoire annuelle aux ouvriers et ouvrières visés par l'article 1^{er}, membres d'une des organisations de travailleurs représentatives interprofessionnelles qui sont fédérées sur le plan national;

5° De financer l'organisation d'actions de formation concrètes pour les travailleurs ou des travailleurs potentiels de l'industrie des fabrications métalliques dans le cadre et par l'intermédiaire de l' "Institut de Formation Postscolaire de l'industrie des fabrications métalliques", en abrégé "**IFPM**", avec numéro d'entreprise 0409.845.289.

6° De financer l'organisation d'initiatives pour la formation et l'emploi en faveur de groupes à risque parmi les demandeurs d'emploi dans le cadre et par l'intermédiaire de l'association sans but lucratif "**Emploi et Formation de Groupes à Risque - Ouvriers IFME**" avec numéro d'entreprise 0442.991.674 et de l'association sans but lucratif " Montage- fonds national pour l'emploi et la formation dans les entreprises de montage et de location de grues" en abrégé "**MONTAGE**" avec numéro d'entreprise 0434.756.473.

7° D'attribuer une intervention dans les frais de formation des organisations d'employeurs et de travailleurs;

8° De délivrer des attestations d'emploi aux ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique;

9° De financer l'organisation d'actions de formation concrètes pour les travailleurs ou des travailleurs potentiels de l'industrie des fabrications métalliques dans le cadre et par l'intermédiaire et de l'association sans but lucratif " Montage- fonds national pour l'emploi et la formation dans les entreprises de montage et de location de grues", en abrégé "**MONTAGE**" avec numéro d'entreprise 0434.756.473.

10° De financer l'organisation d'actions de formation concrètes pour les travailleurs ou des travailleurs potentiels de l'industrie des fabrications métalliques des provinces de Liège et du Luxembourg dans le cadre et par l'intermédiaire de l'association sans but lucratif "Institut de Formation et de Perfectionnement des fabrications métalliques des provinces de Liège et du Luxembourg", en abrégé "**IFP**" avec numéro d'entreprise 440.771.859.

11° De financer l'organisation d'actions de formation concrètes pour les travailleurs ou des travailleurs potentiels de l'industrie des fabrications métalliques des provinces du Brabant flamand, du Brabant

wallon et de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre et par l'intermédiaire de l'association sans but lucratif "Fonds régional pour la promotion de l'emploi des ouvriers des fabrications métalliques du Brabant", en abrégé "FRMB" avec numéro d'entreprise 433.840.220.

12° D'organiser le financement de son rôle dans le cadre des changements de carrière;

13° De financer l'organisation d'actions de formation concrètes pour les travailleurs ou des travailleurs potentiels de l'industrie des fabrications métalliques de la province d'Anvers dans le cadre et par l'intermédiaire de l'association sans but lucratif "Fonds voor tewerkstelling en opleiding in de metaalverwerkende nijverheid - provincie Antwerpen vzw", en abrégé FTMA, avec numéro d'entreprise 0433.981.067.

14° De financer l'organisation d'actions de formation concrètes pour les travailleurs ou des travailleurs potentiels de l'industrie des fabrications métalliques de la province de Limbourg dans le cadre et par l'intermédiaire de l'association sans but lucratif " Fonds voor Tewerkstelling en Opleiding in de Metaalverwerkende Nijverheid Provincie Limburg ", en abrégé FTML, avec numéro d'entreprise 0434.112.117.

§ 2. Le fonds est chargé de l'exécution pratique et de la concrétisation des missions et dispositions spécifiques définies par les conventions collectives de travail conclues au sein de la commission paritaire susmentionnée, rendues obligatoires par arrêté royal.

Le fonds est également chargé d'exécuter toutes les missions qui lui sont confiées par des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles afin de lutter contre la fraude sociale.
Dans ce cadre, le fonds peut notamment être chargé de procéder à la confection et à la délivrance d'un moyen, électronique ou non, qui permet d'identifier les ouvriers du secteur.

Art. 4. Le fonds est créé pour une durée indéterminée.

CHAPITRE II. - Champ d'application

Art. 5. § 1er. Les présents statuts, de même que les modalités d'exécution prescrites par la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique sont applicables aux employeurs qui par leur activité en Belgique ressortissent à ladite commission paritaire et aux ouvriers, ouvrières et apprentis industriels qu'ils occupent en Belgique.

§ 2. Les statuts ne sont pas applicables en ce qui concerne l'article 14, § 6, § 7 , § 8, § 9 et §10 aux entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques.

Art. 5bis. § 1^{er}. Les présents statuts, ainsi que leur mode d'exécution, tels que déterminés par la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, s'appliquent également aux employeurs établis en dehors de la Belgique qui ressortissent à la commission paritaire susmentionnée, en raison de leur activité en Belgique, ainsi qu'à leurs ouvriers et ouvrières, pour autant que ces employeurs les occupent pendant 15 jours au moins en Belgique.

§ 2. Chaque employeur établi dans un Etat qui fait partie de l'Espace économique européen est tenu de déclarer la durée de son activité envisagée en Belgique au "Fonds de sécurité d'existence des fabrications métalliques", au moyen d'un formulaire A1 valable, conformément à l'article 12, 1 du Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement Européen et du Conseil et de l'article 14 du Règlement (CE) n° 987/2009 du Parlement Européen et du Conseil, ou, lorsqu'il s'agit d'un ressortissant de pays tiers, au moyen d'une attestation comparable de l'Etat d'origine.

A partir d'une activité déclarée de 12 mois dans une période de 24 mois, à compter du premier jour d'activité déclarée en Belgique, cette entreprise doit en outre transmettre au fonds de sécurité d'existence la liste des ouvriers et ouvrières qu'elle occupe en Belgique, ainsi que les rémunérations brutes qui leur ont été payées, qui entrent en ligne de compte pour le calcul des cotisations de sécurité sociale dans leur pays d'origine et qui se rapportent à leur activité en Belgique.

§ 3. A partir du premier jour d'activité suivant la période de 12 mois susmentionnée, les entreprises visées au § 2, sont redevables des cotisations mentionnées à l'article 14, §§ 2 à 10.

Ces cotisations se calculent sur la base des rémunérations déclarées conformément au § 2. S'il peut toutefois être démontré au fonds de sécurité d'existence que, dans le pays d'origine, l'ouvrier détaché jouit de la même protection ou d'une protection essentiellement comparable en vertu des obligations auxquelles l'employeur étranger est déjà soumis dans son état d'origine, ce dernier est dispensé du versement des cotisations.

Le collège des présidents se prononce sur les demandes de dispense. En cas de contestation, le Tribunal du travail de Bruxelles est compétent.

§ 4. Si une entreprise n'a pas introduit de déclaration ou de déclaration valide telle que prévue au § 2, cette entreprise est redevable, à partir du premier jour d'activité en Belgique, d'une cotisation forfaitaire déterminée et publiée par le fonds de sécurité d'existence.

Cependant, cette entreprise peut régulariser sa situation en satisfaisant encore à l'obligation de déclaration prescrite au § 2, dans un délai de 90 jours suivant la date de la réclamation des cotisations.

§ 5. Le fonds de sécurité d'existence informera les employeurs étrangers de leurs droits et devoirs à l'égard du fonds de sécurité d'existence au plus tard après que ces derniers ont introduit la déclaration visée au § 2.

§ 6. Les ouvriers et ouvrières d'entreprises étrangères visées au § 2, bénéficient, à leur demande, des prestations prévues dans les présents statuts, pour autant :

- qu'ils sont occupés par une entreprise qui est tenue de verser la cotisation, au moment où le droit est ouvert;
- que l'ouvrier ou l'ouvrière ait été occupé(e) dans cette entreprise durant 15 jours civils au moins en Belgique, à compter du moment où elle est tenue de payer la cotisation;
- que l'ouvrier ou l'ouvrière ait droit, dans son pays d'origine, aux prestations d'un régime de sécurité sociale pour lesquelles l'allocation du fonds de sécurité d'existence constitue un complément.

Le fonds de sécurité d'existence détermine et publie quels documents doivent être produits pour avoir droit à une prestation complémentaire.

Les ouvriers et ouvrières mentionnés dans la déclaration visée au § 2, alinéa 2, introduite par leur employeur, sont informés de leurs droits par le fonds de sécurité d'existence.

CHAPITRE III. – Administration

Art. 6. Le fonds est administré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des organisations les plus représentatives des travailleurs et des employeurs. Le conseil d'administration est composé de 30 membres, soit 15 représentants des travailleurs et 15 représentants des employeurs.

Le mandat des membres du conseil d'administration est gratuit.

La commission paritaire désigne et révoque les membres du conseil d'administration; elle peut modifier le nombre d'administrateurs fixé à l'alinéa deux.

Art. 7. Chaque année, le conseil d'administration nomme en son sein un président et trois vice-présidents. Il désigne également la ou les personnes chargées du secrétariat.

La présidence est confiée à tour de rôle à un membre de la représentation ouvrière et à un membre de la représentation patronale.

Pour la première année, la catégorie à laquelle appartiennent le président et les vice-présidents est déterminée par tirage au sort.

En cas d'absence du président, la séance du conseil d'administration est présidée par un des vice-présidents. En cas d'absence simultanée du président et des vice-présidents, la séance est présidée par le doyen d'âge.

Art. 8. Les membres du conseil d'administration sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat est renouvelable.

En cas de décès ou de démission d'un administrateur, la commission paritaire pourvoit à son remplacement. Le nouveau membre désigné achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président.

Celui-ci est tenu de réunir le conseil au moins une fois par an.

Lorsque cinq administrateurs le demandent, le président convoque le conseil en séance au plus tard dans les dix jours qui suivent la réception de la demande.

Les convocations comportent l'ordre du jour.

Le conseil ne peut décider valablement que sur les questions figurant à l'ordre du jour et en présence d'au moins la moitié de membres appartenant à la délégation ouvrière et d'au moins la moitié des membres de la délégation patronale.

Les administrateurs peuvent se faire représenter par un autre membre du conseil d'administration. Un représentant de l'organisation des travailleurs peut donner procuration à un autre représentant de cette organisation. Un représentant de l'organisation patronale peut donner procuration à un autre représentant de cette organisation. Cette procuration écrite doit être remise au secrétariat avant le début de la réunion.

Les comptes rendus des séances du conseil sont consignés dans le registre des procès-verbaux. Ils sont signés par le président ou son remplaçant et par le secrétaire.

Les membres du conseil reçoivent une copie de délibérations au plus tard pour la séance suivante.

Les copies ou extraits des procès-verbaux qui doivent être déposés au tribunal ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration et par deux administrateurs dont un représentant les travailleurs, l'autre représentant les employeurs.

Lorsqu'il y a lieu de procéder au vote, un nombre égal de membres de chaque délégation doit prendre part au vote. Si le nombre est inégal, le ou les membres les moins âgés s'abstiennent.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des votants.

Toutefois, les administrateurs ne peuvent pas prendre part aux délibérations dans lesquelles ils ont un intérêt personnel. Leur abstention est consignée aux procès-verbaux.

Art. 10. Le conseil d'administration a pour mission de gérer le fonds et de prendre toutes mesures nécessaires à son bon fonctionnement.

Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du fonds et pour la réalisation de son objet.

Le conseil d'administration détermine dans son budget annuel les frais d'administration à imputer sur les recettes du fonds.

Le conseil d'administration agit en justice au nom du fonds à la poursuite et à la diligence du

président et des vice-présidents.

Il peut déléguer des compétences spéciales à un ou plusieurs de ses membres et même à des tiers. Le conseil d'administration établit en son sein un collège de présidents composé du président et des trois vice-présidents du conseil d'administration.

Ce collège des présidents assure la gestion courante du fonds et fonctionne selon les décisions ou directives du conseil d'administration.

Le collège des présidents peut charger des tiers de la gestion journalière du fonds ou peut se faire assister par ceux-ci.

Le collège des présidents peut également se faire assister par des spécialistes qui donnent préalablement leur avis.

Le fonctionnement, le nombre de spécialistes et leurs pouvoir sont déterminés par décision du collège des présidents.

Art. 11. Pour tous les actes autre que ceux pour lesquels le conseil a donné un pouvoir spécial, le fonds sera valablement représenté à l'égard des tiers par les signatures conjointes de trois administrateurs (deux représentants des travailleurs, un représentant des employeurs) sans que ces administrateurs doivent produire une quelconque délibération ou une procuration particulière.

Art. 12. Les administrateurs ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et ils ne prennent aucun engagement personnel, à cause de leur gestion, à l'égard des obligations du fonds.

CHAPITRE IV. – Financement

Art. 13. Le fonds est alimenté par les cotisations dues par les employeurs visés à l'article 5 et l'article 5bis, ainsi que par les intérêts des fonds investis.

Art. 14. § 1^{er}. Sauf mention contraire, les cotisations sont calculées sur les rémunérations brutes des ouvriers et ouvrières visés à l'article 5 et l'article 5bis, et les indemnités brutes des apprentis industriels visés à l'article 5, qui sont occupés en Belgique. La rémunération brute et l'indemnité brute sont déterminées conformément aux dispositions en vigueur pour l'établissement de la déclaration DMFA destinée à l'Office national de sécurité sociale.

§ 2. Cotisations pour la sécurité d'existence

a) Cotisations pour le financement du fonctionnement général du fonds

A partir du 1^{er} juillet 2017, une cotisation de 0,66 p.c. à durée indéterminée est perçue. Cette cotisation est affectée au financement du fonctionnement général du fonds.

b) Cotisations pour la pension complémentaire

A compter du 1^{er} avril 2000, en application de l'accord national 1999-2000 du 19 avril 1999 pour les ouvriers des constructions métalliques, mécanique et électrique, la cotisation de sécurité d'existence est majorée de 1 p.c. pour une durée indéterminée.

Cette cotisation est destinée au financement d'un système sectoriel de complément au régime légal de pension, y compris une promesse de solidarité, fait dans ce cadre (qui est de 0,10 p.c. à partir du 1^{er} janvier 2006).

A partir du 1^{er} avril 2001 cette cotisation à durée indéterminée sera portée à 1,25 p.c..

A partir du 1^{er} avril 2002 cette cotisation à durée indéterminée sera portée à 1,50 p.c..

A partir du 1^{er} janvier 2006 cette cotisation à durée indéterminée sera portée à 1,60 p.c..

A partir du 1^{er} janvier 2008 cette cotisation à durée indéterminée sera portée à 1,70 p.c..

A partir du 1^{er} janvier 2012 cette cotisation à durée indéterminée sera portée à 1,80 p.c. et à partir du 1^{er} janvier 2013 à 1,90 p.c..

Ces augmentations sont d'application à toutes les entreprises de la province d'Anvers, du Limbourg, de la Flandre orientale, de la Flandre occidentale et du Brabant flamand ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, et aux entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques de toutes les autres provinces et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Ces augmentations sont également d'application à l'entreprise COFELY FABRICOM SA, Boulevard Simon Bolivar 34-36 à 1000 Bruxelles, avec numéro d'entreprise BE 0425 702 910, ainsi que l'entreprise COFELY FABRICOM INDUSTRIE SUD SA, Chaussée de Gilly 263 à 6220 Fleurus SA avec numéro d'entreprise BE 0413 240 388.

A partir du 1^{er} avril 2014 cette cotisation est portée pour une durée indéterminée :

- à 2,00 p.c. pour les entreprises de la province d'Anvers, du Limbourg, de la Flandre orientale, de la Flandre occidentale et du Brabant flamand ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, et aux entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques de toutes les autres provinces et de la Région de Bruxelles-Capitale. Cette augmentation est également d'application aux entreprises COFELY FABRICOM SA et COFELY FABRICOM INDUSTRIE SUD SA susmentionnées;
- à 1,80 p.c. pour toutes les autres entreprises.

A partir du 1^{er} janvier 2016 cette cotisation est portée pour une durée indéterminée :

- à 2,29 p.c. pour les entreprises de la province d'Anvers, du Limbourg, de la Flandre orientale, de la Flandre occidentale et du Brabant flamand ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, et aux entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques de toutes les autres provinces et de la Région de Bruxelles-Capitale.
- Cette augmentation est également d'application aux entreprises COFELY FABRICOM SA et COFELY FABRICOM INDUSTRIE SUD SA susmentionnées;
- à 2,09 p.c. pour toutes les autres entreprises.

A partir du 1^{er} juillet 2017 cette cotisation est portée pour une durée indéterminée :

- à 2,39 p.c. pour toutes les entreprises de la province d'Anvers, du Limbourg, de la Flandre orientale, de la Flandre occidentale et du Brabant flamand ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, et aux entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques de toutes les autres provinces et de la Région de Bruxelles-Capitale.
- Cette augmentation est également d'application aux entreprises COFELY FABRICOM SA et COFELY FABRICOM INDUSTRIE SUD SA susmentionnées;
- à 2,19 p.c. pour toutes les autres entreprises.

Les montants susmentionnés, qui sont payés à partir du 1^{er} janvier 2014, également les montants payés comme arriérés des années précédentes, et qui sont destinés au financement d'un système sectoriel de complément au régime légal de pension, à l'exclusion de la promesse de solidarité, fait dans ce cadre, sont augmentés de 8,86 p.c. :

- La cotisation de 1 p.c. à partir du 1^{er} avril 2000 est ainsi augmentée à 1,09 p.c.;
- La cotisation de 1,25 p.c. à partir du 1^{er} avril 2001 est ainsi augmentée à 1,36 p.c.;
- La cotisation de 1,50 p.c. à partir du 1^{er} avril 2002 est ainsi augmentée à 1,64 p.c.;
- La cotisation de 1,60 p.c. à partir du 1^{er} janvier 2006 est ainsi augmentée à 1,74 p.c.;
- La cotisation de 1,70 p.c. à partir du 1^{er} janvier 2008 est ainsi augmentée à 1,85 p.c.;
- La cotisation de 1,80 p.c. à partir du 1^{er} janvier 2012 est ainsi augmentée à 1,95 p.c.;
- La cotisation de 1,90 p.c. à partir du 1^{er} janvier 2013 est ainsi augmentée à 2,06 p.c.;
- La cotisation de 1,80 p.c. à partir du 1^{er} avril 2014 est ainsi augmentée à 1,95 p.c.;
- La cotisation de 2,00 p.c. à partir du 1^{er} avril 2014 est ainsi augmentée à 2,17 p.c.;
- La cotisation de 2,09 p.c. à partir du 1^{er} janvier 2016 est ainsi augmentée à 2,27 p.c.;
- La cotisation de 2,29 p.c. à partir du 1^{er} janvier 2016 est ainsi augmentée à 2,49 p.c.;
- La cotisation de 2,19 p.c. à partir du 1^{er} juillet 2017 est ainsi augmentée à 2,3752 p.c.;
- La cotisation de 2,39 p.c. à partir du 1^{er} juillet 2017 est ainsi augmentée à 2,5929 p.c..

Auprès des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, à l'exception des entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques de la province du Brabant wallon, de Liège, du Hainaut, de Namur et de Luxembourg et de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exception de l'entreprise COFELY FABRICOM SA, Boulevard Simon Bolivar 34-36 à 1000 Bruxelles, avec numéro d'entreprise BE 0425 702 910, ainsi que l'entreprise COFELY FABRICOM INDUSTRIE SUD SA, Chaussée de Gilly 263 à 6220 Fleurus SA avec numéro d'entreprise BE 0413 240 388, une cotisation de durée déterminée de 0,1 p.c. est perçue du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012.

Cette cotisation supplémentaire sera utilisée pour constituer une réserve provinciale en faveur des ouvriers de ces provinces à partir du 1^{er} janvier 2013.

Peuvent être exemptées du paiement de la cotisation complémentaire de 1 p.c. mentionnée ci-dessus, les entreprises qui ont conclu le 31 décembre 1999 au plus tard une convention collective de travail de durée indéterminée instaurant ou élargissant un complément au régime légal de pension, pour autant que cette convention collective de travail et le règlement qui règle ce complément au régime légal de pension, aient été approuvés par le fonds de sécurité d'existence.

Depuis l'introduction des cotisations pour la pension complémentaire, la notion d'entreprise doit être interprétée dans le cadre de cette exemption comme étant l'entité juridique, ou le cas échéant comme l'unité technique d'exploitation, telle que décrite à l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, ou comme l'unité d'établissement au sens de l'article 16.9 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, dans le cas où l'entité juridique est constituée de plusieurs unités techniques d'exploitation ou de plusieurs entités indépendantes.

La convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise et le règlement susmentionnés doivent satisfaire au moins aux critères suivants :

- Le financement par l'employeur doit être équivalent à la cotisation susmentionnée de 1 p.c. au fonds de sécurité d'existence;
- Les ayants droit sont tous les ouvriers et ouvrières employés par l'entreprise, quelle que soit la nature de leur contrat de travail, à l'exception toutefois des étudiants et des apprentis industriels;
- Un complément à la pension légale doit être garanti.

Les entreprises qui, conformément à la procédure ci-dessus ont obtenu une dispense pour le paiement de la cotisation de 1 p.c., doivent respectivement à partir du 1^{er} avril 2001 et du 1^{er} avril 2002, moyennant une convention collective de travail, augmenter le financement des dispositions qui existent à leur niveau en matière de pension complémentaire pour une durée indéterminée d'un montant équivalant à cette cotisation complémentaire de respectivement à 0,25 p.c. et 0,25 p.c.. La convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement doivent être transmis au fonds de sécurité d'existence pour le 30 septembre 2001.

Les entreprises qui, conformément à la procédure ci-dessus ont obtenu une dispense pour le paiement de la cotisation de 1,5 p.c., doivent respectivement à partir du 1^{er} janvier 2006, moyennant une convention collective de travail, augmenter le financement des dispositions qui existent à leur niveau en matière de pension complémentaire pour une durée indéterminée d'un montant équivalant à cette cotisation complémentaire de 0,10 p.c.. La convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement doivent être transmis au fonds de sécurité d'existence pour le 30 mars 2006.

Les entreprises qui, conformément à la procédure ci-dessus ont obtenu une dispense pour le paiement de la cotisation de 1,6 p.c., doivent respectivement à partir du 1^{er} janvier 2008, moyennant une convention collective de travail, augmenter le financement des dispositions qui existent à leur niveau en matière de pension complémentaire pour une durée indéterminée d'un montant équivalant à cette cotisation complémentaire de 0,10 p.c.. La convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement doivent être transmis au fonds de sécurité d'existence pour le 15 février 2008.

Les entreprises qui, conformément à la procédure ci-dessus ont obtenu une dispense pour le paiement de la cotisation de 1,7 p.c., doivent respectivement à partir du 1^{er} janvier 2012, moyennant une convention collective de travail, augmenter le financement des dispositions qui existent à leur niveau en matière de pension complémentaire pour une durée indéterminée d'un montant équivalant à cette cotisation complémentaire de 0,10 p.c.. La convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement doivent être transmis au fonds de sécurité d'existence pour le 15 février 2012.

Pour autant que le financement par l'employeur des dispositions en matière de pension complémentaire existantes au niveau de l'entreprise soit, à partir du 1^{er} janvier 2012, au minimum équivalent à la cotisation au fonds de sécurité d'existence de 1,8 p.c., les entreprises susmentionnées ont la possibilité de prévoir à partir du 1^{er} janvier 2012 une affectation alternative et équivalente de durée indéterminée de l'augmentation de 0,10 p.c. susmentionnée. La preuve du financement équivalent d'un propre système de pension complémentaire d'au moins 1,80 p.c. de cotisation patronale et la convention collective de travail, conclue au niveau de l'entreprise, qui prévoit une

affectation alternative et équivalente de l'augmentation de 0,10 p.c. doivent être transmises au fonds de sécurité d'existence pour le 15 février 2012.

Les entreprises qui, conformément à la procédure ci-dessus ont obtenu une dispense pour le paiement de la cotisation de 1,8 p.c., doivent respectivement à partir du 1^{er} janvier 2013, moyennant une convention collective de travail, augmenter le financement des dispositions qui existent à leur niveau en matière de pension complémentaire pour une durée indéterminée d'un montant équivalent à cette cotisation complémentaire de 0,10 p.c.. La convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement doivent être transmis au fonds de sécurité d'existence pour le 15 février 2013.

Pour autant que le financement par l'employeur des dispositions en matière de pension complémentaire existantes au niveau de l'entreprise soit, à partir du 1^{er} janvier 2013, au minimum équivalent à la cotisation au fonds de sécurité d'existence de 1,90 p.c., les entreprises susmentionnées ont la possibilité de prévoir à partir du 1^{er} janvier 2013 une affectation alternative et équivalente de durée indéterminée de l'augmentation de 0,10 p.c. susmentionnée. La preuve du financement équivalent d'un propre système de pension complémentaire d'au moins 1,90 p.c. de cotisation patronale et la convention collective de travail, conclue au niveau de l'entreprise, qui prévoit une affectation alternative et équivalente de l'augmentation de 0,10 p.c. doivent être transmises au fonds de sécurité d'existence pour le 15 février 2013.

Les entreprises qui, conformément à la procédure ci-dessus ont obtenu une dispense pour le paiement de la cotisation de 1,9 p.c., doivent respectivement à partir du 1^{er} avril 2014, moyennant une convention collective de travail, augmenter le financement des dispositions qui existent à leur niveau en matière de pension complémentaire pour une durée indéterminée d'un montant équivalent à cette cotisation complémentaire de 0,10 p.c.. La convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement doivent être transmis au fonds de sécurité d'existence pour le 15 février 2015.

Pour autant que le financement par l'employeur des dispositions en matière de pension complémentaire existantes au niveau de l'entreprise soit, à partir du 1^{er} avril 2014, au minimum équivalent à la cotisation au fonds de sécurité d'existence telle que définie à l'alinéa 8 du point b) ci-dessus de 2,00 p.c. ou 1,80 p.c., les entreprises susmentionnées ont la possibilité de prévoir à partir du 1^{er} janvier 2015, et endéans les possibilités légales, une affectation alternative et équivalente de durée indéterminée de l'augmentation de 0,10 p.c. susmentionnée. La preuve du financement équivalent d'un propre système de pension complémentaire d'au moins la cotisation au fonds de sécurité d'existence telle que définie à l'alinéa 8 du point b) ci-dessus et la convention collective de travail, conclue au niveau de l'entreprise, qui prévoit en une affectation alternative et équivalente de l'augmentation de 0,10 p.c. doivent être transmises au fonds de sécurité d'existence pour le 15 février 2015.

Les entreprises qui, conformément à la procédure ci-dessus ont obtenu une dispense pour le paiement de la cotisation cumulée de 1,80 p.c. et 2,00 p.c., doivent à partir du 1^{er} janvier 2016, moyennant une convention collective de travail, augmenter le financement des dispositions qui existent à leur niveau en matière de pension complémentaire pour une durée indéterminée d'un montant équivalent à cette cotisation complémentaire de 0,29 p.c.. La convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement doivent être transmis au fonds de sécurité d'existence pour le 15 février 2016.

Pour autant que le financement par l'employeur des dispositions en matière de pension complémentaire existantes au niveau de l'entreprise soit, à partir du 1^{er} janvier 2016, au minimum équivalent à la cotisation au fonds de sécurité d'existence telle que définie à l'alinéa 8 du point b) ci-dessus de 2,29 p.c. ou 2,09 p.c., les entreprises susmentionnées ont la possibilité de prévoir à partir du 1^{er} janvier 2016, et endéans les possibilités légales, une affectation alternative et équivalente de durée indéterminée de l'augmentation de 0,29 p.c. susmentionnée. Le budget disponible doit en premier lieu être affecté à la réduction d'un éventuel écart de la pension complémentaire entre ouvriers et employés au niveau de l'entreprise. L'application de cette augmentation ne peut mener à une augmentation de l'écart de la pension complémentaire entre ouvriers et employés au niveau de l'entreprise.

La preuve du financement équivalent d'un propre système de pension complémentaire d'au moins la cotisation au fonds de sécurité d'existence telle que définie à l'alinéa 8 du point b) ci-dessus et la

convention collective de travail, conclue au niveau de l'entreprise, qui prévoit une affectation alternative et équivalente de l'augmentation de 0,29 p.c. doivent être transmises au fonds de sécurité d'existence pour le 15 février 2016.

Les entreprises qui, conformément à la procédure ci-dessus ont obtenu une dispense pour le paiement de la cotisation cumulée de 2,09 p.c. et 2,29 p.c., doivent à partir du 1^{er} juillet 2017, moyennant une convention collective de travail, augmenter le financement des dispositions qui existent à leur niveau en matière de pension complémentaire pour une durée indéterminée d'un montant équivalent à cette cotisation complémentaire de 0,10 p.c.. La convention collective de travail ainsi que l'adaptation du règlement doivent être transmis au fonds de sécurité d'existence pour le 31 août 2017.

Pour autant que le financement par l'employeur des dispositions en matière de pension complémentaire existantes au niveau de l'entreprise soit, à partir du 1^{er} juillet 2017, au minimum équivalent à 2,39 p.c. ou 2,19 p.c., les entreprises susmentionnées ont la possibilité de prévoir à partir du 1^{er} juillet 2017, et endéans les possibilités légales, une affectation alternative et équivalente de durée indéterminée de l'augmentation de 0,10 p.c. susmentionnée. Le budget disponible doit en premier lieu être affecté à la réduction d'un éventuel écart de la pension complémentaire entre ouvriers et employés au niveau de l'entreprise. L'application de cette augmentation ne peut mener à une augmentation de l'écart de la pension complémentaire entre ouvriers et employés au niveau de l'entreprise.

La preuve du financement équivalent d'un propre système de pension complémentaire d'au moins 2,39 p.c. ou 2,19 p.c. et la convention collective de travail, conclue au niveau de l'entreprise, qui prévoit en une affectation alternative et équivalente de l'augmentation de 0,10 p.c. doivent être transmises au fonds de sécurité d'existence pour le 31 août 2017.

Les employeurs mentionnés à l'article 5bis peuvent être exemptés de cette cotisation pour autant qu'ils puissent démontrer au fonds de sécurité d'existence que, dans le pays d'origine, l'ouvrier détaché jouit de la même protection ou d'une protection essentiellement comparable en vertu des obligations auxquelles l'employeur étranger est déjà soumis dans son état d'origine.

Lorsqu'un employeur, dans le cadre d'un transfert d'entreprise, d'un établissement ou d'une partie d'entreprise ou d'établissement, du fait d'un transfert conventionnel ou d'une fusion, d'une scission ou de toute autre transaction au sens de la convention collective de travail n° 32bis du 7 juin 1985 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et réglant les droits des travailleurs repris en cas de reprise de l'actif après faillite (comme modifiée après), a repris avant le 1^{er} juillet 2018 un régime de pension complémentaire, l'employeur peut également être exempté du paiement de ces contributions pour les ouvriers et ouvrières transférés concernés, si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- le règlement de l'engagement de pension de l'entreprise ou de l'établissement (ou d'une partie de l'entreprise ou de l'établissement) repris(e) et, le cas échéant, la convention collective de travail qui règle ce complément au régime légal de pension au niveau de l'entreprise, ai(en)t été approuvé(s) par le fonds de sécurité d'existence;
- le financement par l'employeur doit être équivalent à la contribution mentionnée au fonds de sécurité d'existence;
- tous les autres ouvriers et ouvrières de l'employeur, ainsi que les ouvriers et ouvrières nouvellement recrutés par après, doivent obligatoirement être et rester affiliés au régime de pension sectoriel social de la Commission paritaire 111 des constructions métallique, mécanique et électrique, à l'exclusion cependant des étudiants et des élèves industriels et du groupe transféré d'ouvriers et d'ouvrières susmentionné;
- le régime de pension complémentaire au niveau d'entreprise doit garantir un complément à la pension légale.

A partir du 1^{er} juillet 2018, aucune nouvelle exemption au paiement des cotisations pour la pension complémentaire ne sera plus possible.

c) Cotisations RCC (régime de chômage avec complément d'entreprise)

Les employeurs qui mettent des travailleurs âgés en RCC sont redevables de la totalité des cotisations de sécurité d'existence dès l'âge de la mise en RCC du travailleur jusqu'à l'âge de 60 ans pour les ouvriers (57 ans pour les ouvriers et les ouvrières dont le chômage a débuté entre le 1^{er} janvier 1985 et le 31 décembre 2017 et dont le licenciement en vue de RCC a été notifié avant le 1^{er} juillet 2009, 58 ans pour les ouvriers et les ouvrières dont le chômage a été notifié entre le 1^{er} juillet 2009 et le 31 décembre 2017 et 59 ans pour les ouvriers et ouvrières dont le licenciement en vue de RCC a été notifié dans la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018). Ces cotisations sont calculées sur la dernière rémunération brute gagnée par les ouvriers et ouvrières visés à l'article 19ter, § 2, 3, 4, 5 et 7.

Cette rémunération brute sera adaptée annuellement par un coefficient tenant compte de l'évolution conventionnelle des salaires suivant la procédure prévue aux articles 6 et 8 de la convention collective de travail conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement.

§ 3. Allocation spéciale compensatoire annuelle

A partir du 1^{er} juillet 1983 jusqu'au 31 décembre 2020 il est perçu une cotisation à durée déterminée de 0,60 p.c..

A partir du 1^{er} janvier 1989, une cotisation supplémentaire à durée indéterminée de 0,15 p.c. est perçue.

A partir du 1^{er} avril 2012, une cotisation supplémentaire à durée indéterminée de 0,10 p.c. est perçue. A partir du 1^{er} avril 1998 jusqu'au 31 décembre 2020 il est perçu une cotisation supplémentaire à durée déterminée de 0,10 p.c..

Cette cotisation est destinée au paiement de l'allocation spéciale compensatoire visée à l'article 3, § 1^{er}, 4^o des statuts.

Conformément à l'article 22, § 1^{er} de l'accord national 2009-2010 du 18 mai 2009, l'entreprise peut en cas de violation de la paix sociale par rapport au pouvoir d'achat, être exonérée de payer la cotisation destinée à financer l'allocation spéciale compensatoire.

L'entreprise touchée signale la violation au président du bureau de conciliation régional et au fonds de sécurité d'existence. En cas de contestation, le bureau de conciliation régional est habilité à juger du bien-fondé du non-paiement de la cotisation. Pour le trimestre au cours duquel la violation a été constatée, la cotisation pour le financement de l'allocation spéciale compensatoire n'est pas due.

§ 4. Formation des organisations d'employeurs et de travailleurs

A partir du 1^{er} janvier 1989, il est perçu une cotisation spéciale à durée indéterminée de 0,10 p.c.. Cette cotisation est destinée au financement des frais pour la formation des organisations d'employeurs et de travailleurs.

§ 5. Emploi et formation

A partir du 1^{er} juillet 1983 il est perçu une cotisation spéciale à durée indéterminée de 0,10 p.c..

A partir du 1^{er} avril 2014, cette cotisation est augmentée à durée indéterminée de 0,02 p.c. jusqu'à 0,12 p.c..

Cette cotisation est affectée à la formation professionnelle dans le cadre de l' "IFPM" défini à l'article 3, § 1^{er}, 5^o.

Cette cotisation est également destinée à la formation professionnelle dans le cadre de l'asbl "MONTAGE" tel que défini à l'article 3, § 1^{er}, 9^o.

La part de cette cotisation est fixée suivant la convention collective de travail du 7 juillet 2003, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 8 janvier 2004 (Moniteur belge du 10 février 2004) portant la procédure d'identification des entreprises en fonction du transfert de la cotisation groupes à risque à l'asbl Montage (n° d'enregistrement 67064/CO/111.03).

Pour la période du 1^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2020, une cotisation supplémentaire de 0,10 p.c. est perçue pour favoriser les initiatives pour la formation et l'emploi des groupes à risque parmi les demandeurs d'emploi comme stipulé à l'article 3, § 1^{er}, 6^o.

A partir du 1^{er} janvier 2008 il est perçu une cotisation à durée indéterminée de 0,10 p.c. uniquement auprès des entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques.

Cette cotisation est affectée à la formation professionnelle dans le cadre de l'association sans but lucratif "**MONTAGE**" tel que défini à l'article 3, § 1^{er}, 9^o.

§ 6. Initiatives de formation ou d'emploi organisées au niveau provincial

A partir du 1^{er} janvier 2005 et pour une durée indéterminée, il est perçu, au niveau provincial, une cotisation de 0,1 p.c. au profit d'initiatives de formation et d'emploi organisées en exécution de l'article 9.2. de la convention collective de travail du 30 mai 2005 tenant l'accord national 2005-2006 et des conventions collectives de travail conclues en exécution de cet article.

Cette cotisation sera perçue pour une première fois à partir de 2006 et sera de 0,2 p.c. en 2006. A partir du 1^{er} janvier 2007 cette cotisation sera ramenée à 0,1 p.c..

Cette cotisation est perçue après de toutes les entreprises à l'exception des entreprises de montage de ponts et charpentes.

Les entreprises en difficultés ou en restructuration peuvent être exonérées du paiement de ces cotisations pour un ou plusieurs trimestres, selon les conditions et modalités fixées par les conventions collectives de travail conclues en exécution de l'article 9.2. de la convention collective de travail du 30 mai 2005 portant l'accord national 2005-2006.

§ 7. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "IFP"

A partir du 1^{er} janvier 2015 et pour une durée indéterminée, il est perçu auprès des entreprises occupant plus de 10 ouvriers ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique des provinces de Liège et du Luxembourg, à l'exception des entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques, une cotisation de 0,25 p.c. au profit d'initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "**IFP**", définie à l'article 3, § 1^{er}, 10^o.

§ 8. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "FRMB"

A partir du 1^{er} avril 2016 et pour une durée indéterminée, il est perçu auprès des entreprises occupant plus de 10 ouvriers ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique des provinces du Brabant flamand, du Brabant wallon et de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exception des entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques, une cotisation de 0,07 p.c. au profit d'initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "**FRMB**", définie à l'article 3, § 1^{er}, § 11^o.

En dérogation à l'alinéa précédent la cotisation pour le deuxième trimestre 2016 est fixée à 0,14 p.c..

§ 9. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "FTMA"

A partir du 1^{er} avril 2018 et pour une durée indéterminée, il est perçu auprès des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique de la province d'Anvers, à l'exception des entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques, une cotisation de 0,25 p.c. au profit d'initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "**FTMA**", définie à l'article 3, § 1^{er}, 13^o.

En dérogation à l'alinéa précédent la cotisation pour le deuxième trimestre 2018 est fixée à 0,50 p.c..

§ 10. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "FTML"

A partir du 1^{er} janvier 2020 et pour une durée indéterminée, il est perçu auprès des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique de la province de Limbourg à l'exception des entreprises de montage de ponts et de charpentes métalliques, une cotisation de 0,25 p.c. au profit d'initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "**FTML**", définie à l'article 3, § 1^{er}, 14^o.

Art. 15. Le fonds assure la perception de la cotisation, ainsi que de la majoration de cotisation et des intérêts de retard prévus à l'article 17.

Les cotisations sont dues chaque trimestre par les employeurs assujettis; les montants échus pour un trimestre doivent être payés par versement ou virement au compte financier ouvert par le fonds.

Les montants doivent être inscrits au crédit de ce compte au plus tard le dernier jour du trimestre qui

suit le trimestre perçu.

Art. 16. Lors d'une déclaration DMFA tardive ou manquante auprès de l'ONSS, le fonds a le pouvoir d'exiger que l'employeur lui adresse les données salariales par écrit.

Art. 17. Sauf cas de force majeure dûment justifié, le défaut de paiement des cotisations dans le délai prévu à l'article 15, alinéa 3, donne lieu à débition à charge de l'employeur d'une majoration de 10 p.c. de leur montant. Les cotisations non payées le dernier jour du trimestre qui suit le trimestre pour lequel on fait la perception donnent en outre lieu à débition d'un intérêt de retard au même taux que celui de l'intérêt légal à partir de l'expiration dudit mois jusqu'au jour de leur paiement.

Le collège des présidents est autorisé à instaurer un règlement d'ordre intérieur, tendant dans des circonstances exceptionnelles à diminuer le montant de la majoration de cotisation et des intérêts de retard.

Le fait de ne pas être en possession du décompte de la cotisation ne constitue pas pour l'employeur un cas de force majeure ou une circonstance exceptionnelle justifiant le non-paiement ou le paiement avec retard de la cotisation prévue à l'article 14.

Art. 18. Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, modifié par l'article 10, 3^e de l'arrêté royal du 1^{er} mars 1971, le montant des cotisations ne peut être modifié que par convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire, rendue obligatoire par arrêté royal.

CHAPITRE V. - Bénéficiaires et allocations

A. Indemnités de chômage

A.A. Chômage temporaire

Art. 19. § 1^{er}. Les ouvriers et ouvrières visés à l'article 5, § 1^{er} et l'article 5bis, § 6, travaillant tant à temps plein qu'à temps partiel, ont droit à l'indemnité prévue à l'article 20, § 2, pour le chômage consécutif à l'application à leur égard des articles suivants de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail :

- 26, alinéa 1^{er} (cas de force majeure, à l'exception des journées chômées consécutives à une grève dont les conditions d'indemnisation sont précisées dans le § 2);
- 28, 1^o (chômage en cas de fermeture d'entreprise pendant les vacances annuelles);
- 48 (suspension du contrat pour accidents techniques);
- 50 (intempéries empêchant le travail, à condition que le travailleur soit averti de n'avoir pas à se présenter au travail);
- 51 (chômage temporaire).

Si ces ouvriers ou ouvrières remplissent les conditions suivantes :

1. au moment de la mise en chômage, être au service d'un employeur visé à l'article 5, § 1^{er} ou l'article 5bis;
2. bénéficier des allocations de chômage en application de la législation sur l'assurance chômage. Le nombre d'indemnités auxquelles ils ont droit est égal au nombre d'allocations allouées par l'Office national de l'emploi.

§ 2. Le chômage qui est la conséquence d'une grève est indemnisé comme déterminé au dernier alinéa du § 1^{er}, aux conditions suivantes :

- a) le chômage consécutif à une grève partielle dans l'entreprise est indemnisé à la condition que la revendication dont le rejet est à l'origine de la grève ne constitue pas une violation d'une convention collective de travail et que la procédure de conciliation en vigueur ait été respectée;
- b) le chômage qui résulte d'une grève à l'extérieur de l'entreprise n'est indemnisé que sur la décision du collège des présidents.

§ 3. Sans préjudice de la compétence des juridictions contentieuses, le collège des présidents apprécie dans les cas douteux si les conditions prévues pour l'indemnisation des jours de chômage sont réunies lorsque la mise en chômage résulte d'un cas de force majeure visé à l'alinéa premier de l'article 26 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou d'une grève partielle dans l'entreprise.

§ 4. Lorsque les travailleurs et travailleuses visés à l'article 5bis § 6 et les travailleurs frontaliers des entreprises établies en Belgique, ne satisfont pas à la condition 2 mentionnée à l'article 19, § 1^{er}, une indemnité forfaitaire équivalente est accordée suivant les modalités et conditions fixées par le collège des présidents, pour autant que le chômage temporaire se produise dans le cadre de prestations effectuées en Belgique.

A.B. Chômage complet

Art. 19bis. § 1^{er}. Les ouvriers et les ouvrières de moins de 60 ans visés à l'article 5, § 1^{er} et à l'article 5bis, § 6, travaillant à temps plein et qui remplissent les conditions prévues à l'article 19, § 1^{er}, et qui n'ont pas droit aux indemnités prévues à l'article 19ter, ont droit aux indemnités prévues à l'article 20, § 1^{er}, et ceci pour un nombre maximum de jours par période ininterrompue de chômage comme déterminé dans le § 3, pour chaque jour de chômage qui suit immédiatement :

- l'expiration de leur contrat de travail à durée déterminée ou pour un travail nettement défini, pour autant qu'il soit d'une durée supérieure à trois mois.
- la fin du contrat de travail sans délai de préavis ou indemnité de congé à cause d'une incapacité de travail résultant d'une maladie ou d'un accident qui empêche définitivement d'effectuer le travail convenu (cause de force majeure médicale) et à condition que le l'ouvrier ou l'ouvrière ait eu droit à une allocation sur la base des articles 21, 21 bis ou 22. Si l'incapacité de travail résulte d'un accident du travail, le collège des présidents prend une décision sur la base de tous les éléments factuels.
- leur licenciement pour motifs économiques avant la date du 1^{er} juillet 2015.

§ 2. Les ouvriers et les ouvrières de moins de 60 ans visés à l'article 5, § 1^{er} et à l'article 5bis, § 6, travaillant à temps partiel et qui se trouvent dans la situation décrite au § 1^{er}, ont droit à l'indemnité prévue à l'article 20, § 1^{er} et ceci pour un nombre maximum de jours par période ininterrompue de chômage comme déterminé dans le § 3 pour chaque demi-jour de chômage s'ils satisfont aux première et deuxième conditions prévues à l'article 19, § 1^{er}, et s'ils ont droit en outre aux allocations de chômage pour une demi-journée en application de la législation sur l'assurance chômage.

§ 3. 1^o La période d'indemnité est fixée à 120 jours pour les travailleurs et travailleuses visés aux §§ 1^{er} et 2, âgés de moins de 35 ans et dont le premier jour de chômage se situe après le 1^{er} avril 1999.
 2^o La période d'indemnité est fixée à 210 jours pour les travailleurs et travailleuses visés aux §§ 1^{er} et 2, âgés de 35 ans à 44 ans et dont le premier jour de chômage se situe après le 1^{er} avril 1999.
 3^o La période d'indemnité est fixée à 300 jours pour les travailleurs et travailleuses visés aux §§ 1^{er} et 2, âgés de 45 ans et plus et dont le premier jour de chômage se situe après le 1^{er} avril 1999.

§ 4. Les ouvriers et les ouvrières âgés de 60 ans au moins visés à l'article 5, § 1^{er} et à l'article 5bis, § 6, ont droit, après avoir épousé le crédit prévu à l'article 19bis, § 3, 3^o, à l'indemnité prévue à l'article 20bis, s'ils remplissent les conditions prévues au § 1^{er} ou 2.

Toutefois, ces ouvriers ou ouvrières n'ont pas droit à l'indemnité susmentionnée lorsque, dans le cadre de conventions individuelles ou collectives, un complément à leurs indemnités de chômage leur est payé directement ou indirectement sur une base périodique à n'importe quel moment de la période de chômage, à l'exception de la période visée au § 3, 3^o, pour autant que leur licenciement leur soit signifié après le 1^{er} janvier 2006.

§ 5. Les ouvriers qui ont été licenciés en dehors d'un régime de RCC et qui ont atteint au premier jour de chômage l'âge d'au moins 57 ans ont droit, pour autant que leur premier jour de chômage se situe entre le 1^{er} janvier 1989 et le 30 juin 2015 et après avoir épousé le crédit prévu à l'article 19bis, § 3, 3^o, à l'indemnité prévue à l'article 20bis jusqu'à l'âge de la pension.

Toutefois, ces ouvriers ou ouvrières n'ont pas droit à l'indemnité susmentionnée lorsque, dans le cadre de conventions individuelles ou collectives, un complément à leurs indemnités de chômage leur est payé directement ou indirectement sur une base périodique à n'importe quel moment de la période de chômage, à l'exception de la période visée au § 3, 3^o, pour autant que leur licenciement leur soit signifié après le 1^{er} janvier 2006.

§ 6. Les ouvriers et ouvrière qui sont licenciés en dehors d'un régime de RCC entre le 1^{er} janvier 1997 et le 30 juin 2015 et qui sont âgés d'au moins 50 ans au moment de la notification du licenciement, ont droit, après avoir épousé le crédit prévu à l'article 19bis, § 3, 3^o, à l'indemnité prévue à l'article 20bis à partir de l'âge de 57 ans et jusqu'à l'âge de leur pension, pour autant qu'ils soient encore chômeurs complets à ce moment et qu'ils ne puissent revendiquer le droit au RCC.

Toutefois, ces ouvriers ou ouvrières n'ont pas droit à l'indemnité susmentionnée lorsque, dans le cadre de conventions individuelles ou collectives, un complément à leurs indemnités de chômage leur est payé directement ou indirectement sur une base périodique à n'importe quel moment de la période de chômage, à l'exception de la période visée au § 3, 3^o, pour autant que leur licenciement leur soit signifié après le 1^{er} janvier 2006.

§ 7. Lorsque les travailleurs et travailleuses visés à l'article 5bis, § 6 et les travailleurs frontaliers des entreprises établies en Belgique ne satisfont pas à la condition 2 mentionnée à l'article 19, § 1^{er}, une indemnité forfaitaire équivalente est accordée suivant les modalités et conditions fixées par le collège des présidents.

§ 8. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un travailleur en RCC tel que défini à l'article 19ter, § 1^{er}, a), l'article 19bis n'est pas d'application.

§ 9. Les cotisations patronales pour certains chômeurs âgés, instituées par l'arrêté royal du 21 mars 1997 (Moniteur belge du 11 avril 1997), sont prises en charge par le fonds à partir du 1^{er} janvier 1997 à partir de l'âge de 57 ans, pour autant que leur licenciement ait été notifié entre le 1^{er} janvier 1997 et le 30 juin 2015 et pour autant qu'ils bénéficient des indemnités prévues à l'article 20bis.

§ 10. Tout paiement aux ouvriers/ères de l'indemnité complémentaire en cas de chômage complet, tel que décrit dans cet article, suite à et à cause d'une rupture unilatérale du contrat de travail par l'employeur, prendra fin au 1^{er} juillet 2015.

Après le 1^{er} juillet 2015 les indemnités complémentaires en cas de chômage complet seront uniquement versées dans les cas suivants :

- La cessation du contrat de travail qui n'est pas la conséquence d'une rupture unilatérale du contrat de travail par l'employeur; comme l'expiration de leur contrat de travail à durée déterminée pour autant qu'il soit d'une durée supérieure à trois mois et la fin du contrat our force majeure médicale.

- Lorsque l'employeur donne le préavis aux ouvriers/ères à partir du 1^{er} janvier 2014 aux conditions cumulatives suivantes :

- il fait l'objet d'un licenciement collectif qui, en vertu de l'article 66, § 2, premier alinéa de la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi, a été notifié le 31 décembre 2013 au plus tard;

- il relève du champ d'application d'une convention collective de travail qui encadre les conséquences du licenciement collectif et qui a été déposée au plus tard le 31 décembre 2013 au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Les pièces nécessaires pour prouver que les conditions sont remplies, sont transmises au fonds selon les règles qu'il fixera.

Les ouvriers/ères licenciés avant le 1^{er} janvier 2014 et qui sont âgés d'au moins 50 ans au moment de la notification du licenciement, conservent leur indemnité complémentaire de chômage jusqu'à l'âge de la pension, conformément aux conditions stipulées au § 6.

A.C. Régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC)

Art. 19ter. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, on entend par :

a) "travailleurs en RCC" : les ouvriers et ouvrières visés à l'article 5, § 1^{er}, qui bénéficient des allocations de chômage et qui ont été licenciés par l'employeur visé à l'article 5, § 1^{er}, dans le cadre de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975, publié au Moniteur belge du 31 janvier 1975, ou dans le cadre d'une convention collective de travail octroyant des avantages similaires à ceux prévus par la convention collective de travail n° 17 précitée, pour autant qu'ils ont au moins 1 an d'ancienneté comme ouvrier ou ouvrière dans l'entreprise, immédiatement avant leur licenciement;

b) "début du RCC" : le jour à partir duquel le travailleur en RCC a droit aux allocations de chômage.

§ 2. Les ouvriers et ouvrières mis en RCC ont droit aux indemnités fixées à l'article 20bis à partir de leur soixantième anniversaire, pour autant que le RCC débute au plus tôt à l'âge de 55 ans.

§ 3. Pour les ouvriers dont le RCC débute à partir du 1^{er} juin 1984, le droit aux indemnités prévues par l'article 20bis est également acquis si le RCC débute au plus tôt à l'âge de 50 ans.

§ 4. Par dérogation aux §§ 2 et 3, les ouvriers dont le RCC débute entre le 1^{er} janvier 1985 et le 30 juin 2009 ont droit aux indemnités visées à l'article 20bis à partir de leur cinquante-septième anniversaire. Ce droit est acquis quel que soit l'âge du début du RCC, étant entendu que l'âge minimal de 50 ans doit être respecté.

En dérogation à l'alinéa précédent, les travailleurs dont le préavis en vue du RCC a été notifié entre le 1^{er} juillet 2009 et le 31 décembre 2018 n'ont droit à l'indemnité prévue dans l'article 20bis qu'à partir de leur 58ème anniversaire.

Ce droit a été obtenu en dépit de l'âge auquel le RCC prend effet, à condition que l'âge minimum de 50 ans soit respecté.

§ 5. Dans des cas marginaux d'ouvriers ou d'ouvrières, qui remplissent les conditions posées aux §§ 2, 3 ou 4, le collège des présidents peut préciser les modalités d'octroi de l'indemnité prévue à l'article 20bis.

§ 6. Le collège des présidents peut préciser les modalités d'octroi d'une indemnité forfaitaire équivalente, comme stipulé à l'article 20bis, pour les travailleurs et travailleuses visés à l'article 5bis, § 6, et les travailleurs frontaliers des entreprises établies en Belgique qui satisfont aux conditions posées aux §§ 2, 3 ou 4.

§ 7. Par dérogation aux §§ 2 et 3, les ouvriers dont le RCC prend effet à partir du 1^{er} janvier 2008 ont droit à l'indemnité prévue à l'article 20bis à partir de 56 ans. Ce droit n'est octroyé que si les travailleurs ont 56 ans au moment où le RCC prend cours et ont au moins 40 ans de carrière professionnelle.

§ 8. Le fonds de sécurité d'existence continue à payer l'indemnité prévue à l'article 20bis aux travailleurs en RCC qui reprennent le travail en tant que salarié ou indépendant. L'employeur qui engage un travailleur en RCC en tant que salarié ou indépendant doit immédiatement en avertir le fonds selon les modalités fixées par ce dernier. En cas de reprise de travail en tant que salarié ou indépendant chez l'employeur qui a licencié ou chez un employeur qui appartient à la même unité technique d'exploitation que l'employeur qui a licencié, le paiement de l'indemnité susmentionnée est arrêté. L'employeur qui remet au travail un tel travailleur en RCC en avertit immédiatement le fonds de sécurité d'existence. S'il ne le fait pas, toutes les charges sociales et fiscales dues sur l'indemnité visée à l'article 20bis, qui sont payées au travailleur concerné, sont à charge de l'employeur qui remet au travail le travailleur en RCC.

§ 9. L'ouverture du droit à l'indemnité prévue à l'article 20bis est maintenue jusqu'au 31 décembre 2018 pour les ouvriers qui satisfont au 30 juin 2013 aux conditions d'âge et d'ancienneté, mais qui ne prennent effectivement leur RCC qu'entre le 30 juin 2013 et le 31 décembre 2018.

Art. 19quater. Conformément à l'article 9, alinéa 3 de la convention collective de travail du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975, les indemnités fixées aux articles 19ter et 20bis sont imputées sur le montant de l'indemnité complémentaire allouée en vertu des articles 4 et 5 de la convention collective de travail du 19 décembre 1974 précitée.

La même disposition est valable dans le cadre d'une convention collective de travail octroyant des avantages similaires à ceux prévus par la convention collective de travail n° 17 précitée.

Art. 19quinquies. Les ouvriers et ouvrières étant en RCC ou mis en RCC au moment de la fermeture de leur entreprise et qui n'ont pas encore bénéficié de l'indemnité prévue par l'article 20bis, §§ 1^{er} et 2, n'ont pas droit à cette indemnité.

Le collège des présidents peut accorder des dérogations dans des cas individuels pour lesquels les statuts et règlements du Fonds de fermeture d'entreprises ne permettent pas une intervention.

Art. 19sexies. § 1^{er}. Les cotisations spéciales à charge de l'employeur sur le RCC, introduites d'une part par la loi-programme du 22 décembre 1989, dues à l'Office national des pensions, et d'autre part par la loi-programme du 19 décembre 1990, dues à l'Office national de sécurité sociale, modifiée par la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses et l'arrêté royal du 29 mars 2010 exécutant le chapitre 6 du titre XI de la loi susmentionnée, sont prises à charge par le fonds à partir du 1^{er} janvier 1991 à partir de l'âge de 57 ans, pour autant que leur préavis en vue du RCC a été notifié entre le 1^{er} janvier 1991 et le 31 décembre 2015 et pour autant qu'ils bénéficient de l'indemnité prévue par l'article 20bis, à l'exception des ouvriers et ouvrières dont l'employeur qui a mis les ouvriers et ouvrières concernés en RCC, a été déclaré en faillite ou mis en liquidation ou fermé à partir du 1^{er} octobre 2000 pendant la durée du RCC des ouvriers et ouvrières concernés, et ceci à partir du mois dans lequel il a été déclaré en faillite ou a été mis en liquidation ou à partir du moment de la fermeture.

En dérogation de l'alinéa 1^{er} les cotisations spéciales à charge de l'employeur dont question ne seront prises en charge qu'à partir de 58 ans pour les ouvriers dont le préavis en vue du RCC a été notifié entre le 1^{er} juillet 2009 et le 31 décembre 2015.

§ 2. A partir du 1^{er} janvier 2007 s'appliquent également des dispositions particulières pour la partie des cotisations spéciales de l'employeur encore prise en charge par le fonds de sécurité d'existence. Plafonnement de la prise en charge par le fonds de sécurité d'existence des cotisations spéciales de l'employeur sur le RCC :

- 1° Pour le RCC ayant pris cours avant le 1^{er} juillet 2007, le fonds de sécurité d'existence prend en charge les cotisations patronales spéciales sur le RCC à concurrence de maximum le montant de la cotisation patronale spéciale forfaitaire qui est due sur ce RCC avant le 1^{er} juillet 2007;
- 2° Pour le RCC prenant cours après le 30 juin 2007, l'intervention du fonds de sécurité d'existence dans les cotisations patronales spéciales sur le RCC est limitée au total à maximum 75 EUR par mois;
- 3° Cette prise en charge par le fonds de sécurité d'existence vaut également pour les cotisations patronales spéciales sur le RCC à partir de 56 ans pour lequel, conformément à l'article 19ter, § 7, une indemnité du fonds de sécurité d'existence est prévue.

§ 3. En dérogation à l'article 17, § 1^{er} de l'arrêté royal du 29 mars 2010 portant exécution du chapitre 6 du titre XI de la loi du 27 décembre 2006 relatif à l'harmonisation des cotisations dues sur les indemnités complémentaires en cas de RCC, le fonds de sécurité d'existence est considéré à partir du 1^{er} avril 2010 comme débiteur de l'indemnité complémentaire, pour autant que le RCC ait débuté après le 30 juin 2007 et pour autant que le montant des cotisations patronales spéciales soit égal ou inférieur à 75 EUR par mois. Dans ce cas, le fonds de sécurité d'existence se chargera de la déclaration et du paiement de la cotisation patronale spéciale RCC pour la période pour laquelle il est redevable d'une indemnité complémentaire conformément à l'article 19ter. Pour le RCC ayant débuté avant le 1^{er} juillet 2007, ce montant de 75 EUR est adapté au montant de la cotisation patronale spéciale forfaitaire qui était due sur ce RCC avant le 1^{er} juillet 2007.

Pour autant que le RCC soit entré en vigueur après le 30 juin 2007 et que le fonds de sécurité d'existence soit redevable d'une indemnité complémentaire conformément à l'article 19ter, l'employeur est considéré comme débiteur de l'indemnité complémentaire, si la cotisation patronale spéciale RCC est plus élevée que 75 EUR. Dans ce cas, il doit se charger complètement de la déclaration et du paiement de la cotisation patronale spéciale. Pour le RCC entré en vigueur avant le 1^{er} juillet 2007, ce montant de 75 EUR est adapté au montant de la cotisation patronale spéciale forfaitaire qui était due sur ce RCC avant le 1^{er} juillet 2007.

L'employeur est toujours censé être le débiteur de l'indemnité complémentaire dans les cas où, statutairement, le fonds de sécurité d'existence n'est redevable d'aucune indemnité complémentaire. L'employeur est tenu de transmettre correctement et à temps les renseignements nécessaires selon les directives établies par le fonds de sécurité d'existence, lesquels doivent permettre à ce dernier, d'une part, de déterminer le débiteur de l'indemnité complémentaire la plus élevée, en vertu des alinéa 1^{er} et 2, et d'autre part, d'effectuer correctement et à temps la déclaration et le paiement de la cotisation patronale spéciale, s'il est lui-même le principal débiteur.

L'employeur sera tenu responsable par l'Office national de sécurité sociale de toutes les majorations, amendes et/ou intérêts qui seraient la conséquence de :

- la non-déclaration ou la déclaration tardive ou incomplète à l'Office national de sécurité sociale et/ou le non-paiement ou le paiement tardif ou incomplet des cotisations patronales spéciales sur le RCC pour lequel il est tenu de faire les déclarations et les paiements lui-même;
- la non-transmission ou la transmission tardive au fonds de sécurité d'existence des informations prévues à l'alinéa précédent;
- la communication de données fautives ou incomplètes au fonds de sécurité d'existence des informations prévues à l'alinéa précédent.

Art. 19septies. En exécution de l'arrêté royal du 21 mars 1997, la cotisation patronale mensuelle compensatoire particulière sur le RCC est prise en charge, dans les limites des possibilités existantes, par le fonds pour les ouvriers et ouvrières dont le préavis en vue du RCC a été notifié entre le 13 mai 1997 et le 31 décembre 2015 dans le cadre de cette réglementation.

A.D. Montant des indemnités

Art. 20. § 1^{er}. L'indemnité complémentaire en cas de chômage complet est fixée à 4,96 EUR pour une allocation complète et à 2,48 EUR pour une demi-allocation à partir du 1^{er} avril 1999.

A partir du 1^{er} janvier 2006 cette indemnité complémentaire en cas de chômage complet est portée à 5 EUR pour une allocation complète et 2,50 EUR pour une demi-allocation.

A partir du 1^{er} janvier 2008 cette indemnité complémentaire en cas de chômage complet est portée à 5,20 EUR pour une allocation complète et 2,60 EUR pour une demi-allocation, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être.

A partir du 1^{er} octobre 2011 cette indemnité complémentaire en cas de chômage complet est portée à 5,80 EUR pour une allocation complète et 2,90 EUR pour une demi-allocation, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être.

A partir du 1^{er} juillet 2017 cette indemnité complémentaire en cas de chômage complet est portée à 5,92 EUR pour une allocation complète et 2,96 EUR pour une demi-allocation. Cette augmentation de 2 p.c. est la conséquence du dépassement au mois de mai 2017 du pivot de 103,04 pour le calcul de l'indexation des allocations sociales en application de la loi du 2 août 1971.

A partir du 1^{er} octobre 2018 cette indemnité complémentaire en cas de chômage complet est portée à 6,03 EUR pour une allocation complète et 3,01 EUR pour une demi-allocation, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être.

Pendant la période à partir du 1^{er} juillet 2019 jusqu'au 31 décembre 2020, le montant sera augmentée de 2% au premier jour du trimestre qui suit le mois au cours duquel le pivot pour le calcul de l'indexation des allocations sociales a été dépassé en application de la loi du 2 août 1971. Les nouveaux montants seront 6,15 EUR pour une allocation complète et 3,08 EUR pour une demi-allocation.

§ 2. L'indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire est fixée à 4,96 EUR pour une allocation complète et à 2,48 EUR pour une demi-allocation à partir du 1^{er} avril 1999.

A partir du 1^{er} avril 2001 cette indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire est portée à 7,44 EUR pour une allocation complète et 3,72 EUR pour une demi-allocation.

A partir du 1^{er} juillet 2005 cette indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire est portée à 9 EUR pour une allocation complète et 4,50 EUR pour une demi-allocation.

A partir du 1^{er} janvier 2008 cette indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire est portée à 9,40 EUR pour une allocation complète et 4,70 EUR pour une demi-allocation, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être.

A partir du 1^{er} octobre 2011 cette indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire est portée à 10 EUR pour une allocation complète et 5 EUR pour une demi-allocation, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être.

A partir du 1^{er} octobre 2015 cette indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire est portée à 11 EUR pour une allocation complète et 5,50 EUR pour une demi-allocation, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être.

A partir du 1^{er} juillet 2017 cette indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire est portée à 11,55 EUR pour une allocation complète et 5,77 EUR pour une demi-allocation.

A partir du 1^{er} juillet 2019 cette indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire est portée à 12,07 EUR pour une allocation complète et 6,04 EUR pour une demi-allocation.

§ 3. Le revenu de remplacement en cas de chômage temporaire (composé de l'allocation de chômage, de l'indemnité complémentaire du fonds et d'éventuels compléments au niveau de l'entreprise) ne peut dépasser le revenu que le travailleur aurait reçu, s'il avait travaillé normalement. S'il s'avère que ceci est le cas d'une grande partie des travailleurs, les parties seront invitées à adapter leur réglementation au niveau de l'entreprise. La comparaison devra se faire au niveau du revenu annuel net après impôts. Pour le calcul il sera également tenu compte de tous les avantages qui disparaissent avec la suspension du contrat de travail à cause du chômage temporaire (par exemple les chèques-repas ou la suppression de primes auxquelles le travailleur aurait normalement eu droit, par exemple prime d'équipes, travail de nuit, travail de week-end, etc.).

Art. 20bis. § 1^{er}. Le montant de l'indemnité complémentaire octroyée en vertu de l'article 19ter, est fixé à 64,45 EUR par mois pour les ouvriers et ouvrières ayant travaillé à temps plein, qui bénéficient des allocations de chômage en application de la législation sur l'assurance chômage.

Le montant de l'indemnité complémentaire est fixé à 76,85 EUR par mois pour les ouvriers et ouvrières dont le RCC débute entre le 1^{er} janvier 1987 et le 31 décembre 2018 pour autant qu'ils remplissent les conditions posées au premier alinéa.

Les ouvriers et ouvrières dont question à l'article 19bis, §§ 4 et 5, bénéficieront d'une indemnité majorée et mensuelle de 76,85 EUR, pour autant qu'ils aient travaillé à temps plein.

A partir du 1^{er} janvier 2006 le montant de 76,85 EUR des indemnités complémentaires susmentionnées est porté à 77 EUR.

A partir du 1^{er} juillet 2017 le montant de 77 EUR des indemnités complémentaires susmentionnées est porté à 78,54 EUR. Cette augmentation de 2 p.c. est la conséquence du dépassement au mois de mai 2017 du pivot de 103,04 pour le calcul de l'indexation des allocations sociales en application de la loi du 2 août 1971.

A partir du 1^{er} octobre 2018 le montant de 78,54 EUR des indemnités complémentaires susmentionnées est porté à 80,11 EUR.

Pendant la période à partir du 1er juillet 2019 jusqu'au 31 décembre 2020, le montant sera augmentée de 2% au premier jour du trimestre qui suit le mois au cours duquel le pivot pour le calcul de l'indexation des allocations sociales a été dépassé en application de la loi du 2 août 1971. Le nouveau montant sera 81,71 EUR.

Pour l'application des articles 21, 21bis et 22, le montant de 77 EUR est porté à 80 EUR à partir du 1^{er} janvier 2008, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être.

Pour l'application des articles 21, 21bis et 22, le montant de 80 EUR est porté à 85 EUR à partir du 1^{er} octobre 2011, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être.

Pour l'application des articles 21, 21bis et 22, le montant de 85 EUR est porté à 89,25 EUR à partir du 1^{er} juillet 2017.

Pour l'application des articles 21, 21bis et 22, le montant de 89,25 EUR est porté à 93,27 EUR à partir du 1^{er} juillet 2019.

Le collège des présidents fixe les modalités de calcul dans les cas où les conditions requises ne sont pas remplies pendant tout le mois.

§ 2. Le montant de l'indemnité complémentaire octroyée en vertu de l'article 19ter, est fixé à 32,23 EUR par mois pour les ouvriers et ouvrières ayant travaillé à temps partiel, qui bénéficient des allocations de chômage en application de la législation sur l'assurance chômage.

Le montant de l'indemnité complémentaire est fixé à 38,42 EUR par mois pour les ouvriers et ouvrières dont le RCC débute entre le 1^{er} janvier 1987 et le 31 décembre 2018 pour autant qu'ils remplissent les conditions posées au premier alinéa.

Les ouvriers et ouvrières dont question à l'article 19bis, §§ 4 et 5, bénéficieront d'une indemnité majorée et mensuelle de 38,42 EUR, pour autant qu'ils aient travaillé à temps partiel.

A partir du 1^{er} janvier 2006 le montant de 38,42 EUR des indemnités complémentaires susmentionnées est porté à 38,50 EUR.

A partir du 1^{er} juillet 2017 le montant de 38,50 EUR des indemnités complémentaires susmentionnées est porté à 39,27 EUR.

A partir du 1^{er} octobre le montant de 38,50 EUR des indemnités complémentaires susmentionnées est porté à 39,27 EUR.

Pendant la période à partir du 1er juillet 2019 jusqu'au 31 décembre 2020, le montant sera augmentée de 2% au premier jour du trimestre qui suit le mois au cours duquel le pivot pour le calcul de l'indexation des allocations sociales a été dépassé en application de la loi du 2 août 1971. Le nouveau montant sera 40,85 EUR.

Pour l'application des articles 21, 21bis et 22, le montant de 38,50 EUR est porté à 40 EUR à partir du 1^{er} janvier 2008, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être.

Pour l'application des articles 21, 21bis et 22, le montant de 40 EUR est porté à 42,50 EUR à partir du 1^{er} octobre 2011, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être.

Pour l'application des articles 21, 21bis et 22, le montant de 42,50 EUR est porté à 44,63 EUR à partir du 1^{er} juillet 2017, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être.

Pour l'application des articles 21, 21bis et 22, le montant de 44,63 EUR est porté à 46,64 EUR à partir du 1^{er} juillet 2017, et ce en tant qu'adaptation à l'index et au bien-être.

Le collège des présidents fixe les modalités de calcul dans les cas où les conditions requises ne sont pas remplies pendant tout le mois.

§ 3. L'octroi de l'avantage prévu aux §§ 1^{er} et 2, cesse lorsque, au regard de la législation sur l'assurance chômage, l'ouvrier ou l'ouvrière est censé avoir pris sa pension.

B. Allocations de maladie, d'accouchement et d'accidents

Art. 21. § 1^{er}. Les ouvriers et ouvrières visés à l'article 5, § 1^{er} et à l'article 5bis, § 6, occupant un emploi à temps plein, pour autant que leur premier jour indemnisé par l'assurance maladie-invalidité tombe le 1^{er} avril 1999 ou au plus tard et après la période couverte par le salaire garanti, ont droit à l'indemnité fixée à l'article 20bis, § 1^{er}, pour autant qu'ils remplissent les conditions suivantes :

1. au moment où se déclare l'incapacité, être au service d'un employeur visé à l'article 5, § 1^{er} ou à l'article 5bis;

2. bénéficier des indemnités primaires de l'assurance maladie-invalidité en application de la législation en la matière, sans que ces indemnités soient allouées pendant toute la période de l'incapacité;

3. au moment où se déclare l'incapacité, avoir quinze jours d'ancienneté dans l'entreprise.

§ 2. Les ouvriers et ouvrières visés à l'article 5, § 1^{er} et à l'article 5bis, § 6, occupant un emploi à temps plein, pour autant que leur premier jour indemnisé par l'assurance maladie-invalidité tombe le 1^{er} avril 1999 ou plus tard et après la période couverte par le salaire garanti, ont droit à l'indemnité fixée à l'article 20bis, § 2, pour autant qu'ils remplissent les conditions fixées au § 1^{er}.

§ 3. Cette indemnité mensuelle forfaitaire est payée pendant une durée maximale de 11 mois. Cette durée de la période de l'indemnité complémentaire en cas de maladie est à partir du 1^{er} juillet 2017 prolongée de 11 à 14 mois. Cette prolongation de la période indemnisée vaut pour tous les dossiers dont le premier jour de maladie tombe au plus tôt le 1^{er} juillet 2016. La première indemnité forfaitaire peut être payée au plus tôt le mois qui suit celui durant lequel le premier jour de maladie effectif est tombé. Chaque mois commencé est considéré comme un mois complet.

§ 4. Lorsque les travailleurs et travailleuses visés à l'article 5bis, § 6 et les travailleurs frontaliers des entreprises établies en Belgique ne satisfont pas à la deuxième condition mentionnée à l'article 21, § 1^{er}, une indemnité forfaitaire équivalente comme prévue à l'article 20bis est accordée suivant les modalités et conditions fixées par le collège des présidents.

§ 5. Indépendamment de la durée d'une reprise du travail, une nouvelle période de maladie donne de nouveau droit, sous les mêmes conditions, à l'indemnité mensuelle forfaitaire pour autant que l'intéressé ait touché de nouveau un salaire garanti.

Art. 21bis. § 1^{er}. Les ouvriers et ouvrières visés à l'article 5, § 1^{er} et à l'article 5bis, § 6, occupant un emploi à temps plein, pour autant que leur premier jour indemnisé par l'assurance maladie-invalidité tombe le 1^{er} avril 1999 ou plus tard et après la période couverte par le salaire garanti, ont droit à l'indemnité fixée à l'article 20bis, § 1^{er}, pour autant qu'ils remplissent suivantes :

1. au moment où se déclare l'incapacité, être au service d'un employeur visé à l'article 5, § 1^{er}, ou à l'article 5bis;
2. être incapables de travailler pour cause de maladie, d'accouchement ou d'accident, à l'exclusion des maladies professionnelles et des accidents du travail;
3. bénéficier des indemnités de l'assurance maladie-invalidité en application de la législation en la matière;
4. avoir 57 ans au premier jour indemnisé par l'assurance maladie-invalidité ou atteindre cet âge durant la période dans laquelle les indemnités comme stipulées à l'article 21 sont payées.

§ 2. Les ouvriers et ouvrières visés à l'article 5, § 1^{er} et à l'article 5bis, § 6, occupant un emploi à temps partiel, pour autant que leur premier jour indemnisé par l'assurance maladie-invalidité tombe le 1^{er} avril 1999 ou plus tard et après la période couverte par le salaire garanti, ont droit à l'indemnité fixée à l'article 20bis, § 2, pour autant qu'ils remplissent les conditions fixées au § 1^{er}.

§ 3. Si des ouvriers et ouvrière visés à l'article 5bis, § 6 et des ouvriers frontaliers d'entreprises établies en Belgique ne remplissent pas la troisième condition figurant à l'article 21bis, § 1^{er}, une allocation équivalente sera octroyée comme prévu à l'article 20bis, suivant les modalités et sous les conditions fixées par le collège des présidents.

§ 4. Les avantages prévus dans cet article disparaissent lorsque l'ouvrier ou l'ouvrière sont supposés être pensionnés selon la législation en matière d'assurance maladie et invalidité.

Cette indemnité forfaitaire peut être payée au plus tôt le mois qui suit celui durant lequel le premier jour de maladie effectif est tombé.

Tout mois commencé est considéré comme un mois complet.

Indépendamment de la durée d'une reprise du travail, une nouvelle période de maladie donne de nouveau droit, sous les mêmes conditions, à l'indemnité mensuelle forfaitaire pour autant que l'intéressé ait touché de nouveau un salaire garanti.

Art. 21ter. Les ouvriers et ouvrières qui bénéficient de l'avantage prévu à l'article 19ter, qui sont déclarés malades ou invalides et qui bénéficient des indemnités de maladie ou d'invalidité, maintiennent leur droit à l'avantage prévu à l'article 19ter.

L'avantage prévu par le présent article cesse lorsque, au regard de la législation sur l'assurance

maladie-invalidité, l'ouvrier ou l'ouvrière est censé avoir pris sa pension.

Art. 22. Les ouvriers et ouvrières visés à l'article 5, § 1^{er} et l'article 5bis, § 6, qui sont âgés d'au moins 50 ans, travaillant tant à temps plein qu'à temps partiel, et qui tombent malades entre le 1^{er} avril 2001 et le 31 décembre 2020 ou qui se trouvent au 1^{er} avril 2001 dans une période d'indemnité prévue à l'article 21, § 3 ont droit, après épuisement de leur droit prévu à l'article 21, à l'indemnité prévue à l'article 20bis, § 1^{er} ou 20bis, § 2 à partir de l'âge de 57 ans et jusqu'à l'âge de leur pension, pour autant qu'ils restent malades de manière ininterrompue jusqu'à l'âge de 57 ans et qu'ils remplissent les conditions fixées à l'article 21, § 1^{er}.

Lorsque les travailleurs et travailleuses visés à l'article 5bis, § 6 et les travailleurs frontaliers des entreprises établies en Belgique ne satisfont pas à la condition 2 mentionnée à l'article 21, § 1^{er}, une indemnité forfaitaire équivalente est accordée suivant les modalités et conditions fixées par le collège des présidents.

C. Dispositions communes aux indemnités de chômage, allocations d'incapacité et autres avantages accordés par le fonds

Art. 23. Le conseil d'administration détermine la date et les modalités de paiement des indemnités et allocations accordées par le fonds; en aucun cas, le paiement des allocations et indemnités ne peut dépendre du versement des cotisations dues par l'employeur assujetti au fonds.

Art. 24. Les allocations et indemnités sont payées aux travailleurs par les organisations syndicales représentées à la commission paritaire, suivant les modalités fixées par le conseil d'administration. Les ouvriers et ouvrières ont néanmoins la faculté de s'adresser directement au fonds.

Art. 25. Les conditions d'octroi des allocations et indemnités accordées par le fonds, de même que le montant de celles-ci, peuvent être modifiées sur proposition du conseil d'administration, par convention collective de travail, conclue au sein de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, rendue obligatoire par arrêté royal.

Art. 26. Sans préjudice de la compétence des juridictions contentieuses, les litiges relatifs à l'octroi des indemnités et allocations prévues par les présents statuts sont soumis à une commission consultative constituée par le conseil d'administration. Celui-ci peut également instituer des commissions consultatives régionales.

D. Financement de l'allocation spéciale compensatoire

Art. 26bis. L'allocation spéciale compensatoire visée à l'article 3, § 1^{er}, 4^e des statuts est payée par l'intermédiaire des organisations dont question au même article, aux ouvriers et ouvrières visés à l'article 5 et à l'article 5bis, qui sont en ordre de cotisations. A cet effet, le fonds de sécurité d'existence verse à trimestre échu aux comptes syndicaux le produit des cotisations supplémentaires prévues à l'article 14, § 3, selon les modalités de répartitions fixées par les organisations syndicales.

Art. 26ter. Le montant de l'allocation spéciale compensatoire prévue à l'article 14, § 3, est fixé annuellement, sur proposition du conseil d'administration du fonds de sécurité d'existence, par convention collective de travail conclue en Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique, rendue obligatoire par arrêté royal.

E. Financement de la formation professionnelle

Art. 26quater. Le fonds de sécurité d'existence verse, à trimestre échu, à l'"IFPM", la cotisation spéciale dont question à l'article 14, § 5 et la cotisation perçue uniquement auprès des entreprises de montage et de charpentes métalliques à l'association sans but lucratif "Montage - Fonds national pour l'emploi et la formation des jeunes".

Le fonds de sécurité d'existence verse, à trimestre échu, la cotisation supplémentaire dont question à l'article 14, § 5, perçue pour les entreprises industrielles et artisanales à l'association sans but lucratif "Emploi et formation de groupes à risque - ouvriers IFME" et pour les entreprises de montage de ponts et charpentes métalliques à l'association sans but lucratif "Montage - Fonds national pour l'emploi et la formation des jeunes".

F. Financement de l'intervention dans les frais de formation des organisations d'employeurs et de travailleurs

Art. 26quinquies. Le fonds verse, à trimestre échu, la cotisation dont question à l'article 14, § 4, aux organisations d'employeurs, représentées à la commission paritaire. Entre organisations d'employeurs et de travailleurs, il sera convenu paritairement quelle partie sera réservée pour la formation syndicale.

G. Attestations d'emploi annuelles

Art. 26sexies. Le fonds peut délivrer des attestations d'emploi aux ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique. Le fonds peut se faire assister par des tiers. Le collège des présidents détermine les conditions et les modalités de délivrance des attestations d'emploi.

H. Initiatives de formation ou d'emploi organisées au niveau provincial

Art. 26septies. Le fonds de sécurité d'existence verse, à trimestre échu, la cotisation pour les initiatives de formation ou d'emploi organisées au niveau provincial dont question à l'article 14, § 6, aux asbl régionales paritaires chargées de la formation.

I. Régime de pension sectoriel social

Art. 26octies. Le fonds de sécurité d'existence instaure à partir du 1^{er} avril 2014 en son sein un fonds de réserve avec droit de tirage pour le FSE-bis, qui a été créé par convention collective de travail du 15 avril 2013, avec numéro d'enregistrement 116824/CO/111, et qui a pour but de fonctionner comme organisateur du régime de pension sectoriel social.

Lorsque le taux de couverture du "Fonds de pension métal OFP" descend en dessous des 100 p.c., le FSE-bis pourrait appliquer son droit de tirage, afin de réduire le déficit.

Lorsque le taux de couverture du "Fonds de pension métal OFP" dépasse les 120 p.c., ce fonds de réserve sera diminué progressivement.

Le montant qui est destiné à ce fonds de réserve est de 60 millions EUR.

Le collège des présidents détermine les conditions et les modalités d'une éventuelle réduction de ce fonds de réserve.

Ce montant sera réservé à des investissements dans des projets ciblés dans le cadre du développement économique régional et local.

Si malgré cette réserve, le fonds de pension métal présente un déficit, la responsabilité de celui-ci sera partagée 50/50 entre employeurs et travailleurs, selon des règles à fixer par le collège des présidents.

J. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "IFP"

Art. 26nonies. Le fonds de sécurité d'existence verse, à trimestre échu, la cotisation dont question à l'article 14, § 7, à l'association sans but lucratif "Institut de Formation et de Perfectionnement des fabrications métalliques des provinces de Liège et du Luxembourg en abrégé "IFP", avec numéro d'entreprise 440.771.859.

K. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "FRMB"

Art. 26decies. Le fonds de sécurité d'existence verse, à trimestre échu, la cotisation dont question à l'article 14, § 8, à l'association sans but lucratif "Fonds régional pour la promotion de l'emploi des ouvriers des fabrications métalliques du Brabant" en abrégé "FRMB", avec numéro d'entreprise 433.840.220.

L. Financement des interventions dans le cadre des changements de carrière

Art. 26undecies. A partir du 1^{er} janvier 2018 le fonds verse une indemnité complémentaire aux ouvriers et ouvrières qui ont atteint l'âge de 58 ans au moins, dans le cadre des mesures visant à diminuer la charge de travail, telles que prévues dans la convention collective de travail du 19 février

2018 sur le travail faisable - modification de carrière (numéro d'enregistrement 144977).

Cette indemnité complémentaire est fixée à 77 EUR bruts par mois avec un supplément de 7,7 EUR bruts par tranche complète de 200 EUR au-delà d'un salaire mensuel brut de 3.500 EUR. L'indemnité complémentaire mensuelle maximale est de 154 EUR bruts.

Les indemnités et le plafond du salaire brut sont indexés annuellement au 1^{er} juillet. A cette fin la moyenne quadri-mensuelle du chiffre de l'indice du mois de juin de l'année en cours est comparé à la moyenne quadri-mensuelle du chiffre de l'indice du mois de juin de l'année précédente.

Les modalités et les conditions d'octroi sont repris dans la convention collective de travail du 19 février 2018, mentionnée ci-dessus.

A partir du 1^{er} juillet 2019 cette indemnité complémentaire est fixée à 79,63 EUR bruts par mois avec un supplément de 7,96 EUR bruts par tranche complète de 200 EUR au-delà d'un salaire mensuel brut de 3.619,63 EUR. L'indemnité complémentaire mensuelle maximale est de 159,26 EUR bruts.

M. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "FTMA"

Art. 26duodecies. Le fonds de sécurité d'existence verse, à trimestre échu, la cotisation dont question à l'article 14, § 9, à l'association sans but lucratif "Fonds voor tewerkstelling en opleiding in de metaalverwerkende nijverheid - provincie Antwerpen vzw", en abrégé "FTMA" avec numéro d'entreprise 433.981.067.

N. Initiatives de formation et d'emploi organisées par l'asbl "FTML"

Art. 26ter decies. Le fonds de sécurité d'existence verse, à trimestre échu, la cotisation dont question à l'article 14, § 10, à l'association sans but lucratif " Fonds voor Tewerkstelling en Opleiding in de Metaalverwerkende Nijverheid Provincie Limburg ", en abrégé FTML, avec numéro d'entreprise 0434.112.117.

CHAPITRE VI. - Budget, comptes

Art. 27. L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre. L'année 1965 constitue le premier exercice du fonds.

Art. 28. Chaque année, et au plus tard dans le courant du mois de décembre, le budget pour l'année suivante est soumis à l'approbation de la commission paritaire qui peut, à cet effet, déléguer ses pouvoirs à une sous-commission paritaire.

Art. 29. Les comptes de l'année écoulée sont clôturés le 31 décembre.
Le conseil d'administration, ainsi que le réviseur désigné par la commission paritaire en vertu de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958, remettent chacun, par écrit, un rapport concernant l'exécution de leur mission au cours de l'année écoulée.

CHAPITRE VII. - Dissolution, liquidation

Art. 30. Le fonds ne peut être dissout que par décision unanime de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique.

La Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique devra nommer en même temps les liquidateurs, déterminer leurs pouvoirs et leur rémunération et définir la destination de l'actif net du fonds.

Bijlage aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 2019, gesloten in het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, betreffende de wijziging en de coördinatie van de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalverwerkende nijverheid"

Fonds voor bestaanszekerheid opgericht bij beslissing van 13 januari 1965 van het Nationaal Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 februari 1965.

HOOFDSTUK I. - Benaming, zetel, doel, duur 2

HOOFDSTUK II. – Toepassingsgebied 4

HOOFDSTUK III. - Beheer 5

HOOFDSTUK IV. - Financiering 6

§ 2. Bijdragen voor bestaanszekerheid 6

§ 3. Bijzondere jaarlijkse compensatietoeslag 11

§ 4. Vorming van de werkgevers- en werknemersorganisaties 11

§ 5. Opleiding en tewerkstelling 11

§ 6. Provinciale tewerkstellings- of vormingsinitiatieven 12

§ 7. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "IFP" 12

§ 8. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "RTMB" 12

§ 9. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "FTMA" 12

§10. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "FTML" 12

HOOFDSTUK V. - Rechthebbenden en bijslagen 14

A. Werkloosheidssuitkeringen 14

A.A. Tijdelijke werkloosheid 14

A.B. Volledige werkloosheid 14

A.C. Systeem van werkloosheid met bedrijfstoeslag (SWT) 16

A.D. Bedrag van de uitkeringen 19

B. Ziekte-, bevallings- en ongevallenbijslagen 21

C. Beschikkingen gemeen aan de werkloosheidssuitkeringen, bijslagen ingevolge werkondienbaarheid en andere voordelen toegekend door het fonds 22

D. Betaling van de bijzondere compensatietoeslag 23

E. Financiering van de beroepsopleiding 23

F. Financiering van de kosten van opleiding van de werkgevers- en werknemersorganisaties 23

G. Jaarlijkse tewerkstellingsattesten 23

H. Provinciale tewerkstellings- of vormingsinitiatieven 23

I. Sociaal sectoraal pensioenstelsel 23

J. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "IFP" 24

K. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "RTMB" 24

L. Financiering van tussenkomsten in het kader van loopbaanwijzigingen 24

M. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "FTMA" 24

N. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "FTML" 24

HOOFDSTUK VI. - Begroting, rekeningen 25

HOOFDSTUK VII. - Ontbinding, vereffening 25

Bijlage aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 2019, gesloten in het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, betreffende de wijziging en de coördinatie van de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalverwerkende nijverheid"

HOOFDSTUK I. - Benaming, zetel, doel, duur

Art.1. Er wordt vanaf 1 januari 1965 een fonds voor bestaanszekerheid opgericht voor de arbeiders en arbeidsters tewerkgesteld in de ondernemingen die door hun activiteit in België ressorteren onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, genaamd "**Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalverwerkende nijverheid**".

Art. 2. De zetel van het fonds bevindt zich in het arrondissement Brussel, op het volgende adres : Ravensteingalerij 27 b 7 te 1000 Brussel. Het ondernemingsnummer is 0855.690.646.

Art. 3. § 1. Het fonds heeft tot doel :

1° De bijdragen vereist voor zijn werking te innen;

2° Aan de arbeiders en arbeidsters tewerkgesteld in de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, en volgens de hierna vermelde voorwaarden :

- a) een vergoeding uit te keren die de werkloosheidsuitkering aanvult;
- b) een toeslag te verlenen die de vergoedingen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering aanvult;
- c) gebeurlijk andere sociale voordelen toe te kennen, vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst van bovengenoemd paritair comité, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit;

3° De verdeling van die voordelen te verzekeren;

4° Een bijzondere jaarlijkse compensatietoeslag te betalen aan de in artikel 1 bedoelde arbeiders en arbeidsters, leden van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties die op nationaal vlak verbonden zijn;

5° De organisatie te financieren van concrete opleidingsacties voor werknemers of potentiële werknemers van de metaalverwerkende nijverheid in het raam en door bemiddeling van het "Instituut voor Naschoolse Opleiding van de Metaalverwerkende Nijverheid", afgekort : "**INOM**", met ondernemingsnummer 0409.845.289.

6° De organisatie te financieren van de initiatieven voor de opleiding en de tewerkstelling van risicogroepen onder de werkzoekenden in het raam en door de bemiddeling van de vereniging zonder winstoogmerk "**Tewerkstelling en Opleiding van Risicogroepen - Arbeiders MVEN**", met ondernemingsnummer 0442.991.674 en van de vereniging zonder winstoogmerk " Montage-nationaal fonds voor tewerkstelling en opleiding in monteerders- en kraanverhuurbedrijven ", afgekort "**MONTAGE**" met ondernemingsnummer 0434.756.473.

7° Een tegemoetkoming toe te kennen in de kosten voor de vorming van de werkgevers- en werknemersorganisaties;

8° Het afleveren van tewerkstellingsattesten aan de arbeiders en arbeidsters tewerkgesteld in de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw;

9° De organisatie te financieren van concrete opleidingsacties voor werknemers of potentiële werknemers van de metaalverwerkende nijverheid in het raam en door bemiddeling van de vereniging zonder winstoogmerk " Montage- nationaal fonds voor tewerkstelling en opleiding in monteerders- en kraanverhuurbedrijven ", afgekort "**MONTAGE**" met ondernemingsnummer 0434.756.473.

10° De organisatie te financieren van concrete opleidingsacties voor werknemers of potentiële werknemers van de metaalverwerkende nijverheid van de provincies Luik en Luxemburg in het raam en door bemiddeling van de vereniging zonder winstoogmerk "Institut de Formation et de Perfectionnement des fabrications métalliques des provinces de Liège et du Luxembourg" afgekort "**IFP**", met ondernemingsnummer 440.771.859.

11° De organisatie te financieren van concrete opleidingsacties voor werknemers of potentiële werknemers van de metaalverwerkende nijverheid van de provincies Vlaams-Brabant, Waals-Brabant en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader en door bemiddeling van de vereniging zonder winstoogmerk "Regionaal Tewerkstellingsfonds voor de arbeiders van de metaalverwerkende nijverheid Brabant", afgekort "**RTMB**", met ondernemingsnummer 433.840.220.

12° De financiering organiseren van zijn rol in het kader van loopbaanwijzigingen;

13° De organisatie te financieren van concrete opleidingsacties voor werknemers of potentiële werknemers van de metaalverwerkende nijverheid van de provincie Antwerpen in het kader en door bemiddeling van de vereniging zonder winstoogmerk "Fonds voor tewerkstelling en opleiding in de metaalverwerkende nijverheid - provincie Antwerpen vzw", afgekort "**FTMA**", met KBO-nummer 0433.981.067.

14° De organisatie te financieren van concrete opleidingsacties voor werknemers of potentiële werknemers van de metaalverwerkende nijverheid van de provincie Limburg in het kader en door bemiddeling van de vereniging zonder winstoogmerk " Fonds voor Tewerkstelling en Opleiding in de Metaalverwerkende Nijverheid Provincie Limburg", afgekort "**FTML**", met KBO-nummer 0434.112.117.

§ 2. Het fonds wordt belast met de praktische uitwerking en concretisering van specifieke opdrachten en bepalingen vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst van bovengenoemd paritair comité, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Het fonds wordt eveneens belast met de uitvoering van alle opdrachten die door wettelijke, reglementaire of conventionele bepalingen aan het fonds worden opgedragen ter bestrijding van de sociale fraude.

In dat kader kan het fonds belast worden met het aanmaken en afleveren van een middel, al dan niet elektronisch, waarmee de arbeiders uit de sector kunnen geïdentificeerd worden.

Art. 4. Het fonds wordt voor onbepaalde duur opgericht.

HOOFDSTUK II. – Toepassingsgebied

Art. 5. § 1. Deze statuten, evenals de wijze van uitvoering, bepaald door het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, zijn toepasselijk op de werkgevers die door hun activiteit in België ressorteren onder het bovenvermeld paritair comité, evenals op de door hen in België tewerkgestelde arbeiders, arbeidsters en industriële leerlingen.

§ 2. De statuten zijn echter voor wat betreft het artikel 14, § 6, § 7, § 8, § 9 en §10 niet van toepassing op de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren.

Art. 5bis. § 1. Deze statuten, evenals de wijze van uitvoering, bepaald door het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, zijn eveneens toepasselijk op de buiten België gevestigde werkgevers die door hun activiteit in België ressorteren onder het bovenvermeld paritair comité, evenals op hun arbeiders en arbeidsters, voor zover deze minstens 15 dagen door hen in België tewerkgesteld zijn.

§ 2. Elke werkgever die gevestigd is in een Staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte dient bij het "Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalverwerkende nijverheid" aangifte te doen van de duur van zijn voorgenomen activiteit in België door middel van een geldig A1- formulier, overeenkomstig artikel 12, 1 van de Verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad en het artikel 14 van de Verordening (EG) nr. 987/2009 van het Europees Parlement en de Raad, of, indien het een werkgever betreft van een derde staat, door middel van een vergelijkbaar attest van zijn land van oorsprong.

Vanaf een aangegeven activiteit van 12 maanden binnen een periode van 24 maanden, te rekenen vanaf de eerste dag aangegeven activiteit in België, moet deze onderneming daarenboven aan het fonds voor bestaanszekerheid een lijst overmaken van de door haar in België tewerkgestelde arbeiders en arbeidsters, alsook van de aan hen betaalde brutolonen die in aanmerking komen voor de berekening van de sociale zekerheidsbijdragen in hun land van oorsprong en die betrekking hebben op hun activiteit in België.

§ 3. Vanaf de eerste dag activiteit na de genoemde periode van 12 maanden, zijn de ondernemingen bedoeld in § 2 de in artikel 14, § 2 tot en met § 10 vermelde bijdragen verschuldigd.

Deze bijdragen worden berekend op basis van de volgens § 2 aangegeven lonen.

Indien echter aan het fonds voor bestaanszekerheid aangetoond kan worden dat in het land van oorsprong de gedetacheerde arbeider van dezelfde bescherming geniet of van een bescherming geniet die essentieel vergelijkbaar is, als gevolg van de verplichtingen waaraan de buitenlandse werkgever in zijn land van oorsprong al onderworpen is, is deze werkgever vrijgesteld van de betaling van de bijdrage.

Het college van voorzitters beoordeelt de aanvragen tot vrijstelling. In geval van betwisting is de Arbeidsrechtbank van Brussel bevoegd.

§ 4. Als een onderneming geen of geen geldige aangifte heeft gedaan zoals voorzien in § 2, is deze onderneming vanaf de eerste dag activiteit in België een door het fonds voor bestaanszekerheid bepaalde en gepubliceerde forfaitaire bijdrage verschuldigd.

Deze onderneming kan haar toestand regulariseren door alsnog te voldoen aan de aangifteplicht voorzien in § 2, binnen een termijn van 90 dagen na de datum van de bijdrage-opvraging.

§ 5. Het fonds voor bestaanszekerheid zal de buitenlandse werkgevers informeren over hun rechten en plichten ten aanzien van het fonds voor bestaanszekerheid ten laatste nadat dezen hun aangifte bedoeld in § 2 hebben ingediend.

§ 6. Arbeiders en arbeidsters van buitenlandse ondernemingen bedoeld in § 2, genieten, op hun aanvraag, van de uitkering bepaald in deze statuten, voor zover :

- zij op het ogenblik dat het recht geopend wordt in dienst zijn van een bijdrageplichtige onderneming;
- de arbeider of werkster gedurende minstens 15 kalenderdagen in België werd tewerkgesteld in deze onderneming, te rekenen vanaf het moment dat deze bijdrageplichtig is;
- de arbeider of werkster in zijn land van oorsprong recht heeft op de uitkeringen van een sociale zekerheidsregime waarop de uitkering van het fonds voor bestaanszekerheid een aanvulling is.

Het fonds voor bestaanszekerheid bepaalt en publiceert welke documenten voorgelegd moeten worden om recht te hebben op een aanvullende uitkering.

Arbeiders en arbeidsters vermeld in de door hun werkgever ingediende aangifte, bedoeld in § 2, 2de lid, worden door het fonds voor bestaanszekerheid over hun rechten geïnformeerd.

HOOFDSTUK III. - Beheer

Art. 6. Het fonds wordt beheerd door een raad van beheer, paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de meest representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties. De raad van beheer bestaat uit 30 leden, hetzij 15 vertegenwoordigers van de werknemers en 15 vertegenwoordigers van de werkgevers.

Het mandaat van de leden van de raad van het beheer wordt niet vergoed.

Het paritair comité benoemt en ontslaat de leden van de raad van beheer; het kan het aantal in het tweede lid vastgestelde beheerders wijzigen.

Art. 7. Elk jaar stelt de raad van beheer in zijn schoot een voorzitter en drie ondervoorzitters aan Hij duidt eveneens de persoon of personen aan belast met het secretariaat.

Het voorzitterschap wordt beurtelings toevertrouwd aan een lid van de werknemersvertegenwoordiging en aan een lid van de werkgeversvertegenwoordiging.

Het eerste jaar wordt de categorie waartoe de voorzitter en de ondervoorzitters behoren door loting vastgesteld.

Bij afwezigheid van de voorzitter wordt de zitting van de raad van beheer voorgezeten door één van de ondervoorzitters. Bij gelijktijdige afwezigheid van de voorzitter en van de ondervoorzitters wordt de vergadering voorgezeten door de oudste in jaren.

Art. 8. De leden van de raad van beheer worden benoemd voor een termijn van zes jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Bij overlijden of ontslag van een beheerder, voorziet het paritair comité in zijn vervanging. Het nieuw aangeduid lid voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 9. De raad van beheer wordt door de voorzitter bijeengeroepen.

Deze is gehouden de raad minstens éénmaal per jaar bijeen te roepen.

Wanneer vijf beheerders dit vragen, roept de voorzitter de raad in vergadering bijeen uiterlijk binnen tien dagen volgend op de ontvangst van het verzoek.

De oproepingen vermelden de agenda.

De raad kan slechts geldig beslissen over de punten die op de agenda voorkomen en enkel wanneer er minstens de helft van de leden deel uitmakend van de werknemersafvaardiging en minstens de helft van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

De beheerders mogen zich laten vertegenwoordigen door een andere lid van de raad van beheer.

Een vertegenwoordiger van de werknemersorganisatie kan een volmacht geven aan een andere vertegenwoordiger van de werknemersorganisatie. Een vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie kan een volmacht geven aan een andere vertegenwoordiger van de werkgeversorganisatie. Deze geschreven volmacht moet voor het begin van de vergadering aan het secretariaat bezorgd worden.

De verslagen van de zittingen van de raad worden in het notulenboek ingeschreven. Ze worden ondertekend door de voorzitter of zijn plaatsvervanger en door de secretaris.

De leden van de raad ontvangen uiterlijk vóór de volgende zitting een afschrift van de beraadslagingen.

De afschriften of uittreksels van de notulen die bij de rechbank of elders moeten gedeponeerd worden, zijn ondertekend door de voorzitter van de raad van beheer en door twee beheerders, waarvan één van de zijde van de werknemers, de andere van die van de werkgevers.

Wanneer tot de stemming moet overgegaan worden, dient een gelijk aantal leden van elke afvaardiging aan de stemming deel te nemen. Is het getal ongelijk, dan onthoudt (onthouden) zich het jongste lid (de jongste leden).

De beslissingen worden met een meerderheid van twee derden van de stemmers genomen.

De beheerders kunnen echter niet deelnemen aan de beraadslagingen waarbij zij persoonlijk belang hebben. Hun onthouding wordt in de notulen vermeld.

Art. 10. De raad van beheer heeft tot taak het fonds te beheren en alle maatregelen te nemen die voor zijn goede werking zijn vereist.

Hij beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheid inzake het beheer en de administratie van het fonds en de verwezenlijking van zijn doel.

De raad van beheer bepaalt in zijn jaarlijks budget de beheerskosten die van de inkomsten van het fonds zullen afgetrokken worden.

De raad van beheer treedt op in rechten in naam van het fonds op vervolging en op vraag van de voorzitter en van de ondervoorzitters.

Hij kan bijzondere bevoegdheden overdragen aan één of meer van zijn leden, en zelfs aan derden.

De raad van beheer richt in zijn schoot een college van voorzitters op dat is samengesteld uit de voorzitter en de drie ondervoorzitters van de raad van beheer.

Dit college van de voorzitters staat in voor het dagelijkse beheer van het fonds en werkt volgens de beslissingen of richtlijnen van de raad van beheer.

Het college van de voorzitters kan derden met het dagelijks beheer van het fonds belasten of zich erdoor laten bijstaan.

Het college van de voorzitters kan zich eveneens laten bijstaan door deskundigen die voorafgaandelijk advies uitbrengen.

Bij beslissing van het college van de voorzitters worden de werking, het aantal deskundigen en hun bevoegdheden vastgelegd.

Art. 11. Voor al de andere handelingen dan deze waarvoor de raad een speciale volmacht heeft verleend, zal het fonds geldig tegenover derden vertegenwoordigd zijn door de gezamenlijke handtekeningen van drie beheerders (twee van de zijde van de werknemers één van de zijde van de werkgevers) zonder dat deze beheerders enigerlei beslissing of een bijzondere volmacht moeten overleggen.

Art. 12. De beheerders zijn alleen verantwoordelijk wat de uitvoering van hun mandaat betreft en persoonlijk gaan ze, omwille van hun beheer, geen enkele verbintenis aan ten opzichte van de verplichtingen van het fonds.

HOOFDSTUK IV. - Financiering

Art. 13. Het fonds wordt gespijsd door de bijdragen verschuldigd door de werkgevers, bedoeld bij artikel 5 en artikel 5bis, evenals door de interesses uit de belegde fondsen.

Art. 14. § 1. Tenzij anders vermeld worden de bijdragen berekend op de bruto bezoldigingen van de bij artikel 5 en artikel 5bis bedoelde arbeiders en arbeidsters en de bruto vergoedingen van de bij artikel 5 bedoelde industriële leerlingen, die in België tewerkgesteld zijn. De bruto bezoldiging en de bruto vergoeding worden bepaald volgens de van toepassing zijnde bepalingen voor het opstellen van de DMFA-aangifte aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

§ 2. Bijdragen voor bestaanszekerheid

a) Bijdragen voor de financiering van de algemene werking van het fonds

Vanaf 1 juli 2017 wordt een bijdrage van onbepaalde duur geheven van 0,66 pct..

Deze bijdrage is bestemd voor de financiering van de algemene werking van het fonds.

b) Bijdragen voor het aanvullend pensioen

Met ingang van 1 april 2000 wordt, ter uitvoering van het nationaal akkoord 1999-2000 voor de arbeiders van de metaal-, machine- en elektrische bouw van 19 april 1999, de bijdrage voor bestaanszekerheid voor onbepaalde duur verhoogd met 1 pct..

Deze bijdrage is bestemd voor de financiering van een sectoraal stelsel ter aanvulling van de wettelijke pensioenregeling, met inbegrip van een in dit kader gemaakte solidariteitstoezegging (die 0,10 pct. bedraagt vanaf 1 januari 2006).

Met ingang van 1 april 2001 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd tot 1,25 pct.

Met ingang van 1 april 2002 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd tot 1,50 pct.

Met ingang van 1 januari 2006 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd tot 1,60 pct.

Met ingang van 1 januari 2008 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd tot 1,70 pct.

Met ingang van 1 januari 2012 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd tot 1,80 pct. en met ingang van 1 januari 2013 tot 1,90 pct.

Deze verhogingen zijn van toepassing voor al de ondernemingen uit de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen en Vlaams-Brabant, die onder Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren, en voor de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren uit al de andere provincies en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze verhogingen zijn eveneens van toepassing op de onderneming COFELY FABRICOM NV, Simon Bolivarlaan 34-36 te 1000 Brussel, met ondernemingsnummer BE 0425 702 910, alsook de onderneming COFELY FABRICOM INDUSTRIE SUD NV, Chaussée de Gilly 263 te 6220 Fleurus, met ondernemingsnummer BE 0413 240 388.

Met ingang van 1 april 2014 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd :

- tot 2,00 pct. voor ondernemingen uit de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen en Vlaams-Brabant, die onder Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren, en voor de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren uit al de andere provincies en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze verhoging is eveneens van toepassing op de bovengenoemde ondernemingen COFELY FABRICOM NV en COFELY FABRICOM INDUSTRIE SUD NV;

- tot 1,80 pct. voor de andere ondernemingen.

Met ingang van 1 januari 2016 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd :

- tot 2,29 pct. voor ondernemingen uit de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen en Vlaams-Brabant, die onder Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren, en voor de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren uit al de andere provincies en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze verhoging is eveneens van toepassing op de bovengenoemde ondernemingen COFELY FABRICOM NV en COFELY FABRICOM INDUSTRIE SUD NV;

- tot 2,09 pct. voor de andere ondernemingen.

Met ingang van 1 juli 2017 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd :

- tot 2,39 pct. voor ondernemingen uit de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen en Vlaams-Brabant, die onder Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren, en voor de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren uit al de andere provincies en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze verhoging is eveneens van toepassing op de bovengenoemde ondernemingen COFELY FABRICOM NV en COFELY FABRICOM INDUSTRIE SUD NV;

- tot 2,19 pct. voor de andere ondernemingen.

De hogergenoemde bijdragen die vanaf 1 januari 2014 betaald worden, ook achterstallige betalingen van de vorige jaren, en die bestemd zijn voor de financiering van een sectoraal stelsel ter aanvulling van de wettelijke pensioenregeling, met uitsluiting van de in dit kader gemaakte solidariteitstoezegging, worden verhoogd met 8,86 pct. :

- De bijdrage van 1 pct. met ingang van 1 april 2000 wordt aldus verhoogd tot 1,09 pct.;
- De bijdrage van 1,25 pct. met ingang van 1 april 2001 wordt aldus verhoogd tot 1,36 pct.;
- De bijdrage van 1,50 pct. met ingang van 1 april 2002 wordt aldus verhoogd tot 1,64 pct.;
- De bijdrage van 1,60 pct. met ingang van 1 januari 2006 wordt aldus verhoogd tot 1,74 pct.;
- De bijdrage van 1,70 pct. met ingang van 1 januari 2008 wordt aldus verhoogd tot 1,85 pct.;
- De bijdrage van 1,80 pct. met ingang van 1 januari 2012 wordt aldus verhoogd tot 1,95 pct.;
- De bijdrage van 1,90 pct. met ingang van 1 januari 2013 wordt aldus verhoogd tot 2,06 pct.;
- De bijdrage van 1,80 pct. met ingang van 1 april 2014 wordt aldus verhoogd tot 1,95 pct.;
- De bijdrage van 2,00 pct. met ingang van 1 april 2014 wordt aldus verhoogd tot 2,17 pct.;
- De bijdrage van 2,09 pct. met ingang van 1 januari 2016 wordt aldus verhoogd tot 2,27 pct.;
- De bijdrage van 2,29 pct. met ingang van 1 januari 2016 wordt aldus verhoogd tot 2,49 pct.;
- De bijdrage van 2,19 pct. met ingang van 1 juli 2017 wordt aldus verhoogd tot 2,3752 pct.;
- De bijdrage van 2,39 pct. met ingang van 1 juli 2017 wordt aldus verhoogd tot 2,5929 pct..

Bij ondernemingen die onder Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren, met uitzondering van de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren uit de provincies Waals-Brabant, Luik, Hengouwen, Namen en Luxemburg en uit het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van de ondernemingen COFELY FABRICOM NV, Simon Bolivarlaan 34-36 te 1000 Brussel, met ondernemingsnummer BE 0425 702 910, alsook de

onderneming COFELY FABRICOM INDSUTRIE SUD NV, Chaussée de Gilly 263 te 6220 Fleurus, met ondernemingsnummer BE 0413 240 388, wordt een bijdrage geïnd van 0,10 pct. van bepaalde duur vanaf 1 januari 2012 tot 31 december 2012. Deze bijkomende bijdrage zal worden gebruikt om een provinciale reserve op te bouwen voor een aanwending ten voordele van de arbeiders van deze provincies vanaf 1 januari 2013.

Kunnen vrijgesteld worden van de betaling van bovengenoemde bijkomende bijdrage van 1 pct., de ondernemingen die uiterlijk op 31 december 1999 op ondernemingsvlak een collectieve arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur tot instelling of uitbreiding van aanvulling van de wettelijke pensioenregeling hebben gesloten, voor zover deze collectieve arbeidsovereenkomst en het reglement die deze aanvulling op de wettelijke pensioenregeling regelt, werden goedgekeurd door het fonds voor bestaanszekerheid.

Het begrip onderneming moet sinds de invoering van de bijdragen voor het aanvullend pensioen in het kader van deze vrijstelling geïnterpreteerd worden als de juridische entiteit, of desgevallend als de technische bedrijfseenheid, zoals omschreven in artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven of als de vestigingseenheid in de zin van artikel 16.9 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, in het geval de juridische entiteit uit meerdere technische bedrijfseenheden of meerdere zelfstandige entiteiten bestaat.

Bovengenoemde op ondernemingsvlak gesloten collectieve arbeidsovereenkomst en reglement moeten minstens aan volgende criteria voldoen :

- De financiering door de werkgever moet equivalent zijn aan de genoemde bijdrage van 1 pct. aan het fonds voor bestaanszekerheid;
- De rechthebbenden zijn alle arbeiders en arbeidsters tewerkgesteld in de onderneming ongeacht de aard van de arbeidsovereenkomst, met uitsluiting evenwel van de studenten en de indus-triële leerlingen;
- Er moet een aanvulling op het wettelijk pensioen worden gegarandeerd.

Ondernemingen die conform bovenstaande procedure een vrijstelling verkregen van de betaling van de bijdrage van 1 pct., dienen respectievelijk vanaf 1 april 2001 en 1 april 2002 mits collectieve arbeidsovereenkomst de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor aanvullend pensioen voor onbepaalde duur verder uit te breiden met een bedrag equivalent aan de bijkomende bijdrage van respectievelijk 0,25 pct. en 0,25 pct.. De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het reglement dienen vóór 30 september 2001 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

Ondernemingen die conform bovenstaande procedure een vrijstelling verkregen van de betaling van de gecumuleerde bijdrage van 1,50 pct., dienen vanaf 1 januari 2006 mits collectieve arbeidsovereenkomst de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor aanvullend pensioen voor onbepaalde duur verder uit te breiden met een bedrag equivalent aan de bijkomende bijdrage van 0,10 pct.. De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het reglement dienen vóór 30 maart 2006 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

Ondernemingen die conform bovenstaande procedure een vrijstelling verkregen van de betaling van de gecumuleerde bijdrage van 1,60 pct., dienen vanaf 1 januari 2008 mits collectieve arbeidsovereenkomst de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor aanvullend pensioen voor onbepaalde duur verder uit te breiden met een bedrag equivalent aan de bijkomende bijdrage van 0,10 pct.. De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het reglement dienen vóór 15 februari 2008 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

Ondernemingen die conform bovenstaande procedure een vrijstelling verkregen van de betaling van de gecumuleerde bijdrage van 1,70 pct., dienen vanaf 1 januari 2012 mits collectieve arbeidsovereenkomst de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor aanvullend pensioen voor onbepaalde duur verder uit te breiden met een bedrag equivalent aan de bijkomende bijdrage van 0,10 pct.. De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het reglement dienen vóór 15 februari 2012 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

Voor zover de financiering door de werkgever van de op hun vlak bestaande regelingen voor aanvullend pensioen vanaf 1 januari 2012 minstens equivalent is aan de bijdrage van 1,80 pct. aan

het fonds voor bestaanszekerheid, kunnen bovengenoemde ondernemingen vanaf 1 januari 2012 via een op hun vlak te sluiten collectieve arbeidsovereenkomst een alternatieve en equivalente aanwending van onbepaalde duur voorzien van de bovengenoemde verhoging van 0,10 pct.. Het bewijs van een equivalente financiering van een eigen pensioenstelsel ten belope van minimaal 1,80 pct. werkgeversbijdrage en de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op ondernemingsvlak, die voorziet in de alternatieve en equivalente aanwending van de verhoging van 0,10 pct., dienen vóór 15 februari 2012 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

Ondernemingen die conform bovenstaande procedure een vrijstelling verkregen van de betaling van de gecumuleerde bijdrage van 1,80 pct., dienen vanaf 1 januari 2013 mits collectieve arbeidsovereenkomst de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor aanvullend pensioen voor onbepaalde duur verder uit te breiden met een bedrag equivalent aan de bijkomende bijdrage van 0,10 pct.. De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het reglement dienen vóór 15 februari 2013 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

Voor zover de financiering door de werkgever van de op hun vlak bestaande regelingen voor aanvullend pensioen vanaf 1 januari 2013 minstens equivalent is aan de bijdrage van 1,90 pct. aan het fonds voor bestaanszekerheid, kunnen bovengenoemde ondernemingen vanaf 1 januari 2013 via een op hun vlak te sluiten collectieve arbeidsovereenkomst een alternatieve en equivalente aanwending van onbepaalde duur voorzien van de bovengenoemde verhoging van 0,10 pct.. Het bewijs van een equivalente financiering van een eigen pensioenstelsel ten belope van minimaal 1,90 pct. werkgeversbijdrage en de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op ondernemingsvlak, die voorziet in de alternatieve en equivalente aanwending van de verhoging van 0,10 pct., dienen vóór 15 februari 2013 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

Ondernemingen die conform bovenstaande procedure een vrijstelling verkregen van de betaling van de gecumuleerde bijdrage van 1,90 pct., dienen vanaf 1 april 2014 mits collectieve arbeidsovereenkomst de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor aanvullend pensioen voor onbepaalde duur verder uit te breiden met een bedrag equivalent aan de bijkomende bijdrage van 0,10 pct.. De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het reglement dienen vóór 15 februari 2015 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

Voor zover de financiering door de werkgever van de op hun vlak bestaande regelingen voor aanvullend pensioen vanaf 1 april 2014 minstens equivalent aan 2,00 pct. of 1,80 pct. is aan de bijdrage bepaald in alinea 8 van punt b) hierboven aan het fonds voor bestaanszekerheid, kunnen bovengenoemde ondernemingen vanaf 1 januari 2015, en binnen de wettelijke mogelijkheden, via een op hun vlak te sluiten collectieve arbeidsovereenkomst een alternatieve en equivalente aanwending van onbepaalde duur voorzien van de bovengenoemde verhoging van 0,10 pct.. Het bewijs van een equivalente financiering van het eigen pensioenstelsel ten belope van minimaal de bijdrage aan het fonds voor bestaanszekerheid bepaald in alinea 8 van punt b) hierboven en de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op ondernemingsvlak, die voorziet in de alternatieve en equivalente aanwending van de verhoging van 0,10 pct. dienen vóór 15 februari 2015 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

Ondernemingen die conform bovenstaande procedure een vrijstelling verkregen van de betaling van de gecumuleerde bijdrage van 1,80 pct. of 2,00 pct., dienen vanaf 1 januari 2016 mits collectieve arbeidsovereenkomst de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor aanvullend pensioen voor onbepaalde duur verder uit te breiden met een bedrag equivalent aan de bijkomende bijdrage van 0,29 pct.. De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het reglement dienen vóór 15 februari 2016 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

Voor zover de financiering door de werkgever van de op hun vlak bestaande regelingen voor aanvullend pensioen vanaf 1 januari 2016 minstens equivalent aan 2,29 pct. of 2,09 pct. is aan de bijdrage bepaald in alinea 8 van punt b) hierboven aan het fonds voor bestaanszekerheid, kunnen bovengenoemde ondernemingen vanaf 1 januari 2016, en binnen de wettelijke mogelijkheden, via een op hun vlak te sluiten collectieve arbeidsovereenkomst een alternatieve en equivalente aanwending van onbepaalde duur voorzien van de bovengenoemde verhoging van 0,29 pct.. Het beschikbare budget moet in de eerste plaats gebruikt worden om een eventueel verschil in aanvullend pensioen tussen arbeiders en bedienden op ondernemingsvlak te verkleinen. De toepassing van deze verhoging mag niet leiden tot een vergroting van het verschil in aanvullend

pensioen tussen arbeiders en bedienden op ondernemingsvlak.

Het bewijs van een equivalente financiering van een eigen pensioenstelsel ten belope van minimaal de bijdrage aan het fonds voor bestaanszekerheid bepaald in alinea 8 van punt b) hierboven en de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op ondernemingsvlak, die voorziet in de alternatieve en equivalente aanwending van de verhoging van 0,29 pct., dienen vóór 15 februari 2016 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

Ondernemingen die conform bovenstaande procedure een vrijstelling verkregen van de betaling van de gecumuleerde bijdrage van 2,09 pct. of 2,29 pct., dienen vanaf 1 juli 2017 mits collectieve arbeidsovereenkomst de financiering van de op hun vlak bestaande regelingen voor aanvullend pensioen voor onbepaalde duur verder uit te breiden met een bedrag equivalent aan de bijkomende bijdrage van 0,10 pct.. De collectieve arbeidsovereenkomst en de wijziging van het reglement dienen vóór 31 augustus 2017 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

Voor zover de financiering door de werkgever van de op hun vlak bestaande regelingen voor aanvullend pensioen vanaf 1 juli 2017 minstens equivalent aan 2,39 pct. of 2,19 pct. is, kunnen bovengenoemde ondernemingen vanaf 1 juli 2017, en binnen de wettelijke mogelijkheden, via een op hun vlak te sluiten collectieve arbeidsovereenkomst een alternatieve en equivalente aanwending van onbepaalde duur voorzien van de bovengenoemde verhoging van 0,10 pct.. Het beschikbare budget moet in de eerste plaats gebruikt worden om een eventueel verschil in aanvullend pensioen tussen arbeiders en bedienden op ondernemingsvlak te verkleinen. De toepassing van deze verhoging mag niet leiden tot een vergroting van het verschil in aanvullend pensioen tussen arbeiders en bedienden op ondernemingsvlak.

Het bewijs van een equivalente financiering van een eigen pensioenstelsel ten belope van de hierboven vermelde 2,39 pct. of 2,19 pct. en de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op ondernemingsvlak, die voorziet in de alternatieve en equivalente aanwending van de verhoging van 0,10 pct., dienen vóór 31 augustus 2017 overgemaakt te worden aan het fonds voor bestaanszekerheid.

De in artikel 5bis bedoelde werkgevers kunnen vrijgesteld worden van deze bijdrage indien aan het fonds voor bestaanszekerheid aangetoond kan worden dat in het land van oorsprong de gedetacheerde arbeider van dezelfde bescherming geniet of van een bescherming geniet die essentieel vergelijkbaar is, als gevolg van de verplichtingen waaraan de buitenlandse werkgever in zijn land van oorsprong al onderworpen is.

Wanneer een werkgever in het kader van een overgang van een onderneming, van een vestiging of van een deel van een onderneming of een vestiging, als gevolg van een conventionele overdracht of een fusie, splitsing of andere transactie in de zin van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32bis van 7 juni 1985 betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst en tot regeling van de rechten van de werknemers die overgenomen worden bij overname van activa na faillissement (zoals nadien gewijzigd), vóór 1 juli 2018 een aanvullend pensioenstelsel op ondernemingsvlak heeft overgenomen, kan de werkgever voor de betrokken overgenomen arbeiders en arbeidsters eveneens vrijgesteld worden van de betaling van deze bijdrage, mits aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

- het reglement van de pensioentoezegging van de overgenomen onderneming of vestiging (of deel ervan) en desgevallend de collectieve arbeidsovereenkomst die deze aanvulling op de wettelijke pensioenregeling regelt op ondernemingsvlak werd(en) goedgekeurd door het fonds voor bestaanszekerheid;
- de financiering door de werkgever moet equivalent zijn aan de genoemde bijdrage aan het fonds voor bestaanszekerheid;
- alle andere arbeiders en arbeidsters van de werkgever, alsook de nadien nieuw aangeworven arbeiders en arbeidsters, moeten verplicht aangesloten zijn en blijven aan het sociaal sectoraal pensioenstelsel van het Paritair Comité 111 voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, met uitsluiting evenwel van de studenten en de industriele leerlingen en de voormalde overgenomen groep van arbeiders en arbeidsters;
- het aanvullend pensioenstelsel op ondernemingsvlak moet een aanvulling op het wettelijk pensioen garanderen.

Vanaf 1 juli 2018 zijn er geen nieuwe vrijstellingen van betalingen van de bijdragen voor het aanvullend pensioen meer mogelijk.

c) Bijdragen SWT (stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag)

De werkgevers die oudere werknemers op SWT stellen, zijn het totaal van de bijdragen voor bestaanszekerheid verschuldigd vanaf de leeftijd dat de werknemer op SWT gesteld wordt tot aan de leeftijd van 60 jaar (57 jaar voor de arbeiders en arbeidsters van wie de werkloosheid begon tussen 1 januari 1985 en 31 december 2017 en wiens ontslag met het oog op SWT betekend werd vóór 1 juli 2009, 58 jaar voor de arbeiders en arbeidsters wiens ontslag met het oog op SWT betekend werd in de periode van 1 juli 2009 tot 31 december 2017 en 59 jaar voor de arbeiders en arbeidsters wiens ontslag met het oog op SWT betekend werd in de periode van 1 januari 2018 tot 31 december 2018). Deze bijdragen worden berekend op de laatste bruto bezoldiging die door de in artikel 19ter, §§ 2, 3, 4, 5 en 7 bedoelde arbeiders en arbeidsters werd verdiend.

Deze bruto bezoldiging zal jaarlijks worden aangepast met een coëfficiënt die rekening houdt met de evolutie van de regelingslonen overeenkomstig de procedure voorzien in de artikelen 6 en 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen.

§ 3. Bijzondere jaarlijkse compensatietoeslag

Met ingang van 1 juli 1983 tot 31 december 2020 wordt een bijdrage van bepaalde duur geheven van 0,60 pct..

Vanaf 1 januari 1989 wordt een bijkomende bijdrage van onbepaalde duur geheven van 0,15 pct..

Vanaf 1 april 2012 wordt een bijkomende bijdrage van onbepaalde duur geheven van 0,10 pct..

Met ingang van 1 april 1998 tot 31 december 2020 wordt een bijkomende bijdrage van bepaalde duur gegeven van 0,10 pct..

Deze bijdrage is bestemd voor de betaling van de in artikel 3, § 1, 4° van de statuten bedoelde bijzondere compensatietoeslag.

Conform het artikel 22, § 1 van het nationaal akkoord 2009-2010 van 18 mei 2009, kan, in geval van schending van de sociale vrede met betrekking tot de koopkracht, de onderneming vrijgesteld worden van de betaling van de bijdrage bestemd voor de financiering van de bijzondere compensatietoeslag. De getroffen onderneming meldt de schending aan de voorzitter van het gewestelijk verzoeningsbureau en aan het fonds voor bestaanszekerheid. Het gewestelijk verzoeningsbureau is bevoegd om, ingeval van betwisting, te oordelen over de grondheid van de niet-betaling van de bijdrage. Voor het kwartaal waarin de schending werd vastgesteld is er geen bijdrage voor de financiering van de bijzondere compensatietoeslag verschuldigd.

§ 4. Vorming van de werkgevers- en werknemersorganisaties

Vanaf 1 januari 1989 wordt een bijzondere bijdrage van onbepaalde duur van 0,10 pct. geheven.

Deze bijdrage is bestemd voor de financiering van de kosten voor de vorming van de werkgevers- en werknemersorganisaties.

§ 5. Opleiding en tewerkstelling

Met ingang van 1 juli 1983 wordt een speciale bijdrage van onbepaalde duur geheven van 0,10 pct..

Vanaf 1 april 2014 wordt deze bijdrage voor onbepaalde duur verhoogd met 0,02 pct. naar 0,12 pct.. Deze bijdrage is bestemd voor de beroepsopleiding in het raam van het "INOM" zoals bepaald in artikel 3, § 1, 5°.

Deze bijdrage is eveneens bestemd voor de beroepsopleiding in het raam van de vereniging zonder winstoogmerk de "**MONTAGE**" - zoals bepaald in artikel 3, § 1, 9°.

Het aandeel van deze bijdrage wordt vastgesteld volgens de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 juli 2003, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 8 januari 2004 (Belgisch Staatsblad van 10 februari 2004), houdende de procedure tot identificatie van de bedrijven in functie van de doorstorting van de bijdrage risicogroepen aan de vzw Montage (registratienummer 67064/CO/111.03).

Voor de periode van 1 januari 1999 tot 31 december 2020 wordt een bijkomende bijdrage geheven van 0,10 pct. ter bevordering van initiatieven voor de opleiding en tewerkstelling van de risicogroepen onder de werkzoekenden, zoals bepaald in artikel 3, § 1, 6°.

Met ingang van 1 januari 2008 wordt, uitsluitend bij de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren, een bijdrage van onbepaalde duur geheven ten belope van 0,10 pct..

Deze bijdrage is bestemd voor de beroepsopleiding in het raam van de vereniging zonder winstoogmerk "MONTAGE" bepaald in artikel 3, § 1, 9°.

§ 6. Provinciale tewerkstellings- of vormingsinitiatieven

Met ingang van 1 januari 2005 zal voor onbepaalde duur op provinciaal vlak een bijdrage van 0,10 pct. geïnd worden ten voordele van provinciale tewerkstellings- of vormingsinitiatieven in uitvoering van artikel 9.2. van de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 2005 inzake het nationaal akkoord 2005-2006 en de collectieve arbeidsovereenkomsten die in uitvoering van dit artikel werden gesloten.

Deze bijdrage zal voor een eerste maal geïnd worden met ingang van 2006 en zal voor het jaar 2006 0,20 pct. bedragen. Met ingang van 1 januari 2007 zal de bijdrage 0,10 pct. bedragen.

Deze bijdrage wordt geïnd bij alle ondernemingen, met uitzondering van de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren.

Ondernemingen in moeilijkheden of in herstructurering kunnen voor één of meerdere kwartalen vrijgesteld worden van de betaling van deze bijdragen, volgens de voorwaarden en modaliteiten vastgelegd in de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in uitvoering van artikel 9.2. van de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 2005 inzake het nationaal akkoord 2005-2006.

§ 7. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "IFP"

Met ingang van 1 januari 2015 zal voor onbepaalde duur bij ondernemingen met meer dan 10 arbeiders die onder Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren uit de provincies Luik en Luxemburg, met uitzondering van de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren, een bijdrage van 0,25 pct. geïnd worden ten voordele van de provinciale tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "IFP", zoals bepaald in artikel 3, § 1, 10°.

§ 8. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "RTMB"

Met ingang van 1 april 2016 zal voor onbepaalde duur bij ondernemingen die onder Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren uit de provincies Vlaams-Brabant, Waals-Brabant en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren, een bijdrage van 0,07 pct. geïnd worden ten voordele van de provinciale tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "RTMB", zoals bepaald in artikel 3, § 1, 11°.

Voor het tweede kwartaal 2016 bedraagt, in afwijking van vorige alinea, de bijdrage 0,14 pct..

§ 9. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "FTMA"

Met ingang van 1 april 2018 zal voor onbepaalde duur bij ondernemingen die onder Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren uit de provincie Antwerpen, met uitzondering van de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren, een bijdrage van 0,25 pct. geïnd worden ten voordele van de provinciale tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "FTMA", zoals bepaald in artikel 3, § 1, 13°.

Voor het tweede kwartaal 2018 bedraagt, in afwijking van vorige alinea, de bijdrage 0,50 pct..

§10. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "FTML"

Met ingang van 1 januari 2020 zal voor onbepaalde duur bij ondernemingen die onder Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren uit de provincie Limburg, met uitzondering van de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren, een bijdrage van 0,25 pct. geïnd worden ten voordele van de provinciale tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "FTML", zoals bepaald in artikel 3, § 1, 14°.

Art. 15. Het fonds neemt de inning van de bijdragen op zich, alsmede deze van de bijdragetoeslag en van de nalatigheidsintresten voorzien in artikel 17.

De bijdragen zijn elk kwartaal door de bijdrageplichtige werkgevers verschuldigd; de voor een kwartaal vervallen bedragen moeten betaald worden door storting of overschrijving op de door het fonds geopende financiële rekening.

De bedragen moeten op het credit van deze rekening ingeschreven zijn uiterlijk de laatste dag van het kwartaal dat volgt op het geïnde kwartaal.

Art. 16. In geval van een laattijdige of ontbrekende DMFA-aangifte bij de RSZ, kan het fonds eisen dat de werkgever alsnog de loongegevens schriftelijk aan haar overmaakt.

Art. 17. Behoudens gevallen van terdege gerechtvaardigde overmacht, geeft de wanbetaling van de bijdragen binnen de in artikel 15, 3de lid voorziene termijn aanleiding tot het belasten van de werkgever met een verhoging van 10 pct. van het bedrag ervan. Bijdragen die niet betaald zijn de laatste dag van het kwartaal dat volgt op het geïnde kwartaal, geven bovendien aanleiding tot de tenlastelegging van een nalatigheidsintrest aan dezelfde voet als de wettelijke rentevoet vanaf het verstrijken van bedoelde maand tot de dag van de betaling ervan.

Het college van de voorzitters is gemachtigd een huishoudelijk reglement op te stellen, ertoe strekkend in uitzonderlijke omstandigheden het bedrag van de bijdragetoeslag en van de nalatigheidsintresten te verminderen.

Het feit niet in het bezit te zijn van de afrekening van de bijdrage vormt voor de werkgever geen geval van overmacht noch een uitzonderlijke omstandigheid die de niet-betaling of de vertraagde betaling van de in artikel 14 voorziene bijdrage wettigt.

Art. 18. Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, gewijzigd bij artikel 10, 3º van het koninklijk besluit van 1 maart 1971, kan het bedrag van de bijdragen slechts gewijzigd worden bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het paritair comité, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

HOOFDSTUK V. - Rechthebbenden en bijslagen

A. Werkloosheidsuitkeringen

A.A. Tijdelijke werkloosheid

Art. 19. § 1. De in artikel 5, § 1 en artikel 5bis, § 6 bedoelde arbeiders en arbeidsters, tewerkgesteld zowel in voltijdse als deeltijdse dienstbetrekking, hebben recht op de vergoeding vastgesteld in artikel 20, § 2, voor de werkloosheid als gevolg van de toepassing van de volgende artikelen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten :

- 26, 1ste lid (geval van overmacht, met uitzondering van de door staking veroorzaakte werkloosheidsdagen, waarvan de vergoedingsvooraarden in § 2 nader worden bepaald);
- 28, 1° (werkloosheid in geval van sluiting van de onderneming tijdens de jaarlijkse vakantie);
- 48 (schorsing van de overeenkomst ten gevolge van technische stoornis);
- 50 (slecht weer in de mate waarin dit het werk onmogelijk maakt, op voorwaarde dat de werknemer gewaarschuwd werd dat hij zich niet op het werk moet aanbieden);
- 51 (tijdelijke werkloosheid);

Indien deze arbeiders of arbeidsters aan volgende voorwaarden voldoen :

1. op het ogenblik van de werkloosheid in dienst zijn van een in artikel 5, § 1 of artikel 5bis bedoelde werkgever;
2. gerechtigd zijn op de werkloosheidsuitkeringen bij toepassing van de wetgeving op de werkloosheidsverzekering.

Het aantal vergoedingen waarop zij recht hebben is gelijk aan het aantal uitkeringen die toegekend worden door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

§ 2. De werkloosheid als gevolg van een staking wordt vergoed zoals bepaald in het laatste lid van § 1, onder volgende voorwaarden :

- a) de werkloosheid als gevolg van een gedeeltelijke staking in de onderneming wordt vergoed op voorwaarde dat de eis waarvan de verwerping ten grondslag ligt aan de staking geen schending van de collectieve arbeidsovereenkomst vormt en dat de van kracht zijnde verzoeningsprocedure nageleefd werd;
- b) de werkloosheid als gevolg van een staking buiten de onderneming wordt slechts vergoed volgens een beslissing van het college van de voorzitters.

§ 3. Onverminderd de bevoegdheid van de eigenlijke rechtsmachten, oordeelt het college van de voorzitters in de twijfelachtige gevallen of de voor de vergoeding van de werkloosheid bepaalde voorwaarden verenigd zijn wanneer de werkloosheid het gevolg is van een geval van overmacht, bedoeld in het eerste lid van artikel 26 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, of van een gedeeltelijke staking in de onderneming.

§ 4. Indien arbeiders en arbeidsters, bedoeld in artikel 5bis, § 6, en grensarbeiders van in België gevestigde ondernemingen niet voldoen aan voorwaarde 2 vermeld in artikel 19, § 1, dan wordt een gelijkwaardige forfaitaire vergoeding toegekend volgens de modaliteiten en de voorwaarden vastgesteld door het college van de voorzitters, voor zover de tijdelijke werkloosheid zich voordoet tijdens de prestaties in België.

A.B. Volledige werkloosheid

Art. 19bis. § 1. De in artikel 5, § 1 en in artikel 5bis, § 6 bedoelde arbeiders en arbeidsters van minder dan 60 jaar, tewerkgesteld in een voltijdse dienstbetrekking, die aan de voorwaarden voldoen gesteld in artikel 19, § 1, en dus niet gerechtigd zijn op de vergoedingen voorzien in artikel 19ter, hebben recht op de vergoeding vastgesteld in artikel 20, § 1, en dit voor een maximum aantal dagen per ononderbroken werkloosheidsperiode zoals bepaald in § 3, voor elke werkloosheidsdag die onmiddellijk volgt :

- op het einde van hun arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd of voor een duidelijk omschreven werk, op voorwaarde dat die langer is dan drie maanden.
- op het einde van hun arbeidsovereenkomst beëindigd zonder opzeggingstermijn of opzeggingsvergoeding omwille van een arbeidsongeschiktheid ten gevolge van ziekte of ongeval, waardoor het definitief onmogelijk wordt om het overeengekomen werk te verrichten (medische overmacht) en dit op voorwaarde dat de arbeider of arbeidster gerechtigd is geweest op een

vergoeding op basis van artikel 21, 21 bis of 22. Indien de arbeidsongeschiktheid het gevolg is van een arbeidsongeval neemt het college van voorzitters op basis van alle feitelijke elementen een beslissing.

- op hun ontslag om economische redenen vóór de datum van 1 juli 2015.

§ 2. De in artikel 5, § 1 en in artikel 5bis, § 6 bedoelde arbeiders en arbeidsters van minder dan 60 jaar, tewerkgesteld in een deeltijdse dienstbetrekking, en die zich bevinden in de situatie zoals beschreven in § 1, hebben recht op de vergoeding vastgesteld in artikel 20, § 1, en dit voor een maximum aantal halve dagen per ononderbroken werkloosheidsperiode zoals bepaald in § 3 voor elke halve werkloosheidsdag indien ze voldoen aan de eerste en tweede voorwaarde gesteld in artikel 19, § 1, en daarenboven gerechtigd zijn op de werkloosheidsuitkeringen voor een halve dag bij toepassing van de wetgeving op de werkloosheidsverzekering.

§ 3. 1° Voor de arbeiders en arbeidsters bedoeld in de §§ 1 en 2 van minder dan 35 jaar oud van wie de eerste werkloosheidsdag zich situeert na 1 april 1999 wordt de vergoedingsperiode op 120 dagen bepaald.

2° Voor de arbeiders en arbeidsters bedoeld in de §§ 1 en 2 van 35 tot en met 44 jaar oud van wie de eerste werkloosheidsdag zich situeert na 1 april 1999 wordt de vergoedingsperiode op 210 dagen bepaald.

3° Voor de arbeiders en arbeidsters bedoeld in de §§ 1 en 2 van 45 jaar en ouder van wie de eerste werkloosheidsdag zich situeert na 1 april 1999 wordt de vergoedingsperiode op 300 dagen bepaald.

§ 4. De in artikel 5, § 1 en in artikel 5bis, § 6 bedoelde arbeiders en arbeidsters van ten minste 60 jaar die voldoen aan de voorwaarden voorzien in § 1 of 2, hebben, na uitputting van het krediet voorzien bij artikel 19bis, § 3, 3°, recht op de vergoeding vastgesteld in artikel 20bis.

Wanneer aan deze arbeiders of arbeidsters echter, ten gevolge van individuele of collectieve afspraken, rechtstreeks of onrechtstreeks op periodieke basis op eender welk moment van de werkloosheidsperiode, met uitzondering van de periode zoals bepaald in § 3, 3°, een aanvulling wordt betaald op zijn werkloosheidsvergoeding, hebben zij geen recht op bovengenoemde vergoeding, voor zover hun ontslag betekend werd na 1 januari 2006.

§ 5. De arbeiders en arbeidsters die zonder op SWT gesteld te zijn ontslagen worden en op de eerste dag van de werkloosheid minstens 57 jaar oud zijn, hebben voor zover hun eerste werkloosheidsdag zich situeert in de periode van 1 januari 1989 tot 30 juni 2015 en na uitputting van het krediet voorzien bij artikel 19bis, § 3, 3°, recht op de vergoeding bepaald in artikel 20bis tot hun pensioenleeftijd.

Wanneer aan deze arbeiders of arbeidsters echter, ten gevolge van individuele of collectieve afspraken, rechtstreeks of onrechtstreeks op periodieke basis op eender welk moment van de werkloosheidsperiode, met uitzondering van de periode zoals bepaald in § 3, 3°, een aanvulling wordt betaald op zijn werkloosheidsvergoeding, heeft hij (zij) geen recht op bovengenoemde vergoeding, voor zover hun ontslag betekend werd na 1 januari 2006.

§ 6. De arbeiders en arbeidsters die zonder op SWT gesteld te zijn, tussen 1 januari 1997 en 30 juni 2015 ontslagen worden en op moment van de betrekking van het ontslag minstens 50 jaar oud zijn, hebben na uitputting van het krediet voorzien bij artikel 19bis, § 3, 3°, recht op de vergoeding bepaald in artikel 20bis vanaf de leeftijd van 57 jaar, voor zover zij op dat ogenblik volledig werkloos zijn en geen aanspraak kunnen maken op een SWT-regeling, en dit tot hun pensioenleeftijd.

Wanneer aan deze arbeiders of arbeidsters echter, ten gevolge van individuele of collectieve afspraken, rechtstreeks of onrechtstreeks op periodieke basis op eender welk moment van de werkloosheidsperiode, met uitzondering van de periode zoals bepaald in § 3, 3°, een aanvulling wordt betaald op zijn werkloosheidsvergoeding, heeft hij (zij) geen recht op bovengenoemde vergoeding, voor zover hun ontslag betekend werd na 1 januari 2006.

§ 7. Indien arbeiders en arbeidsters, bedoeld in artikel 5bis, § 6, en de grensarbeiders van in België gevestigde ondernemingen niet voldoen aan voorwaarde 2 vermeld in artikel 19, § 1, dan wordt een gelijkwaardige forfaitaire vergoeding toegekend volgens de modaliteiten en de voorwaarden vastgesteld door het college van de voorzitters.

§ 8. Indien het gaat om een werknemer in SWT zoals bedoeld in artikel 19ter, § 1, a), is artikel 19bis niet van toepassing.

§ 9. De werkgeversbijdragen op vergoedingen voor sommige oudere werklozen, ingesteld door het koninklijk besluit van 21 maart 1997 (Belgisch Staatsblad van 11 april 1997), worden vanaf 1 januari 1997 door het fonds ten laste genomen vanaf de leeftijd van 57 jaar, voor zover het ontslag betekend werd tussen 1 januari 1997 en 30 juni 2015 en zij de vergoedingen bedoeld in artikel 20bis ontvangen.

§ 10. Elke betaling van de aanvullende vergoeding in geval van volledige werkloosheid aan de arbeiders en arbeidsters, zoals beschreven in dit artikel, na en omwille van een éénzijdige beëindiging van de arbeidsovereenkomst door de werkgever, zal vanaf 1 juli 2015 stopgezet worden. Na 1 juli 2015 worden enkel nog aanvullende vergoedingen in geval van volledige werkloosheid betaald in volgende gevallen :

- De beëindiging van de arbeidsovereenkomst niet het gevolg is van een éénzijdige beëindiging van de arbeidsovereenkomst door de werkgever zoals de beëindiging wegens afloop van een overeenkomst van bepaalde duur met een duur van minstens 3 maanden of bij medische overmacht.
- Wanneer de opzegging wordt gegeven door de werkgever vanaf 1 januari 2014 aan de arbeiders en arbeidsters die de volgende voorwaarden op cumulatieve wijze vervult :
 - hij maakt het voorwerp uit van een ontwerp van collectief ontslag dat, in overeenstemming met artikel 66, § 2, eerste lid van de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling, ten laatste werd betekend op 31 december 2013;
 - hij valt onder het toepassingsgebied van een collectieve arbeidsovereenkomst die de gevolgen van het collectief ontslag omkaderd en die ten laatste op 31 december 2013 werd neergelegd op de Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

De nodige documenten tot staving van het vervullen van de voorwaarden worden overgemaakt aan het fonds volgens de regels die hij vastlegt.

De arbeiders of arbeidsters die ontslagen werden vóór 1 januari 2014 en op het moment van de betrekking van het ontslag minstens 50 jaar oud zijn, behouden hun aanvullende werkloosheidsvergoeding tot hun pensioenleeftijd, zoals bepaald en onder de voorwaarden van § 6.

A.C. Systeem van werkloosheid met bedrijfstoeslag (SWT)

Art. 19ter. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

- a) "werknemers in SWT" : de in artikel 5, § 1 bedoelde arbeiders en arbeidsters die werkloosheidssuitkeringen genieten en die ontslagen worden door de in artikel 5, § 1 bedoelde werkgever binnen het raam van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 31 januari 1975, of in het raam van een collectieve arbeidsovereenkomst waarbij gelijkaardige voordelen worden toegekend als deze voorzien in de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, voor zover zij onmiddellijk voorafgaand aan hun ontslag minstens 1 jaar anciénniteit als arbeider of arbeidster hebben in de onderneming;
- b) "ingaan van het SWT" : de dag vanaf dewelke de werknemer in SWT recht heeft op werkloosheidssuitkeringen.

§ 2. De arbeiders en arbeidsters die op SWT gesteld werden hebben recht, vanaf hun zestigste verjaardag, op de vergoedingen vastgesteld in artikel 20bis, voor zover het SWT ingaat ten vroegste op de leeftijd van 55 jaar.

§ 3. De arbeiders en arbeidsters waarvan het SWT ingaat vanaf 1 juni 1984, hebben eveneens recht op de vergoedingen zoals bepaald in artikel 20bis, indien het SWT ingaat ten vroegste op de leeftijd van 50 jaar.

§ 4. In afwijking van de §§ 2 en 3, hebben de arbeiders en arbeidsters waarvan het SWT ingaat tussen 1 januari 1985 en 30 juni 2009 vanaf hun zeventigste verjaardag recht op de vergoeding voorzien in artikel 20bis. Dit recht wordt verkregen ongeacht de leeftijd waarop het SWT ingaat, met dien verstande dat de minimumleeftijd van 50 jaar dient nageleefd te worden.

In afwijking van de vorige alinea, hebben de arbeiders en arbeidsters waarvan het ontslag met het

oog op SWT betekend werd tussen 1 juli 2009 en 31 december 2018 slechts vanaf hun 58ste verjaardag recht op de vergoeding voorzien in artikel 20bis.

Dit recht wordt verkregen ongeacht de leeftijd waarop het SWT ingaat, met dien verstande dat de minimumleeftijd van 50 jaar dient nageleefd te worden.

§ 5. Het college van de voorzitters kan, indien zich bijzondere randgevallen voordoen met betrekking tot arbeiders of arbeidsters die voldoen aan de voorwaarden gesteld in de §§ 2, 3 of 4, de toekenningmodaliteiten preciseren van de vergoeding vastgesteld in artikel 20bis.

§ 6. Voor arbeiders en arbeidsters, bedoeld in artikel 5bis, § 6, en voor de grensarbeiders van in België gevestigde ondernemingen, die voldoen aan de voorwaarden gesteld in de §§ 2, 3 of 4, kan het college van de voorzitters de toekenningmodaliteiten preciseren van een gelijkwaardige forfaitaire vergoeding zoals bepaald in artikel 20bis.

§ 7. In afwijking van de §§ 2 en 3, hebben de arbeiders en arbeidsters waarvan het SWT ingaat vanaf 1 januari 2008 vanaf hun 56ste verjaardag recht op de vergoeding voorzien in artikel 20bis. Dit recht wordt enkel verkregen indien de arbeiders en arbeidsters 56 jaar zijn op het moment waarop het SWT ingaat en zij minstens 40 jaar beroepsloopbaan tellen.

§ 8. Het fonds voor bestaanszekerheid blijft de vergoeding voorzien in artikel 20bis doorbetalen aan de werknemers in SWT in geval van werkherverdeling als werknemer of zelfstandige.

De werkgever die een werknemer in SWT als werknemer of zelfstandige het werk laat hervatten, dient het fonds hiervan onverwijld op de hoogte te brengen volgens de modaliteiten vastgelegd door het fonds.

In geval van werkherverdeling als werknemer of zelfstandige bij de werkgever die ontslagen heeft of bij een werkgever die tot dezelfde technische bedrijfseenheid behoort als de werkgever die ontslagen heeft, wordt de betaling van de bovengenoemde vergoeding stopgezet. De werkgever die een dergelijke werknemer in SWT hertewerkstelt, dient het fonds voor bestaanszekerheid hiervan onmiddellijk op de hoogte te brengen. Doet hij dat niet, dan zijn alle sociale en fiscale lasten op de uitkering bedoeld in artikel 20bis, die aan de betrokken werknemer werden uitgekeerd, ten laste van de werkgever die de werknemer in SWT opnieuw tewerkstelt.

§ 9. De opening van recht op de vergoeding voorzien in artikel 20bis blijft behouden tot 31 december 2018 voor arbeiders en arbeidsters die op 30 juni 2013 voldoen aan de leeftijds- en loopbaanvoorraarden, maar die hun SWT effectief opnemen tussen 30 juni 2013 en 31 december 2018.

Art. 19quater. Overeenkomstig artikel 9, 3de lid van de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975, worden de uitkeringen bepaald bij de artikelen 19ter en 20bis afgetrokken van de bijkomende vergoeding toegekend krachtens de artikelen 4 en 5 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 1974.

Dezelfde regeling geldt in het raam van een collectieve arbeidsovereenkomst waarbij gelijkaardige voordeelen worden toegekend als deze voorzien in de voormelde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17.

Art. 19quinquies. Aan arbeiders en arbeidsters, die op SWT gesteld waren of worden op het ogenblik van de sluiting van hun onderneming en die nog geen vergoeding ontvingen zoals bepaald in artikel 20bis, § § 1 en 2, wordt deze vergoeding niet toegekend.

Het college van de voorzitters kan afwijkingen toestaan voor individuele gevallen voor welke de staten en reglementen van het Fonds voor sluiting van ondernemingen geen tussenkomst toelaten.

Art. 19sexies. § 1. De bijzondere werkgeversbijdragen op het SWT, enerzijds deze ingesteld door de programmawet van 22 december 1989, te betalen aan de Rijksdienst voor Pensioenen, en anderzijds deze ingesteld door de programmawet van 19 december 1990, te betalen aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, gewijzigd door de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen en het koninklijk besluit van 29 maart 2010 tot uitvoering van het hoofdstuk 6 van titel XI van de bovengenoemde wet, worden vanaf 1 januari 1991 door het fonds ten laste genomen vanaf de leeftijd

van 57 jaar, voor zover hun ontslag met het oog op SWT betekend werd tussen 1 januari 1991 en 31 december 2015 en zij de vergoedingen bedoeld in artikel 20bis ontvangen, met uitzondering van alle arbeiders en arbeidsters waarvan de werkgever die de betrokken arbeiders en arbeidsters met SWT heeft geplaatst, vanaf 1 oktober 2000 in vereffening of faling is gesteld of sluit gedurende de looptijd van het SWT van de betrokken arbeiders en arbeidsters, en dit vanaf de maand waarin de vereffening of faling werd uitgesproken of vanaf het moment van de sluiting.

In afwijking van lid 1 zullen de bijzondere werkgeversbijdragen waarover sprake slechts ten laste worden genomen vanaf 58 jaar voor de arbeiders en arbeidsters waarvan het ontslag met het oog op SWT betekend werd tussen 1 juli 2009 en 31 december 2015.

§ 2. Vanaf 1 januari 2007 gelden echter bijzondere regels in verband met het gedeelte van de bijzondere werkgeversbijdrage die nog ten laste worden genomen door het fonds voor bestaanszekerheid.

Plafonnering van de tenlasteneming door het fonds voor bestaanszekerheid van de bijzondere werkgeversbijdragen op het SWT :

1° Het fonds voor bestaanszekerheid neemt voor het SWT dat ingegaan is vóór 1 juli 2007 de bijzondere werkgeversbijdragen op het SWT ten laste tot maximum het bedrag van de forfaitaire bijzondere werkgeversbijdrage die vóór 1 juli 2007 op dit SWT verschuldigd is;

2° Voor het SWT dat ingegaan is na 30 juni 2007 wordt de tussenkomst van het fonds voor bestaanszekerheid in de bijzondere werkgeversbijdragen op het SWT beperkt tot in het totaal maximum 75 EUR per maand;

3° Deze tenlasteneming door het fonds voor bestaanszekerheid geldt eveneens voor de bijzondere werkgeversbijdragen op het SWT vanaf 56 jaar waarvoor, conform artikel 19ter, § 7, een vergoeding voorzien is van het fonds voor bestaanszekerheid.

§ 3. In afwijking van artikel 17, § 1 van het koninklijk besluit van 29 maart 2010 tot uitvoering van hoofdstuk 6 van titel XI van de wet van 27 december 2006 betreffende de harmonisering van de bijdragen op de aanvullende vergoedingen bij SWT, wordt vanaf 1 april 2010 het fonds voor bestaanszekerheid beschouwd als de debiteur van de aanvullende vergoeding, voor zover het SWT is ingegaan na 30 juni 2007 en voor zover het bedrag van de bijzondere werkgeversbijdragen gelijk of lager is dan 75 EUR per maand. In dat geval zal het fonds voor bestaanszekerheid instaan voor de aangifte en betaling van de bijzondere werkgeversbijdrage SWT voor de periode waarvoor hij een aanvullende vergoeding verschuldigd is conform artikel 19ter. Voor het SWT ingegaan vóór 1 juli 2007 wordt dit bedrag van 75 EUR aangepast aan het bedrag van de forfaitaire bijzondere werkgeversbijdrage die vóór 1 juli 2007 op dit SWT verschuldigd waren.

Voor zover het SWT is ingegaan na 30 juni 2007 en voor zover het fonds voor bestaanszekerheid een aanvullende vergoeding verschuldigd is conform artikel 19ter, wordt de werkgever beschouwd als de debiteur van de aanvullende vergoeding in geval de bijzondere werkgeversbijdrage SWT hoger is dan 75 EUR. In dat geval zal hij moeten instaan voor de volledige aangifte en betaling van de bijzondere werkgeversbijdrage. Voor het SWT ingegaan vóór 1 juli 2007 wordt dit bedrag van 75 EUR aangepast aan het bedrag van de forfaitaire bijzondere werkgeversbijdrage die vóór 1 juli 2007 op dit SWT verschuldigd waren.

De werkgever wordt altijd geacht de debiteur van de aanvullende vergoeding te zijn in de gevallen waar het fonds voor bestaanszekerheid statutair geen aanvullende vergoeding verschuldigd is. De werkgever is gehouden tot het tijdig en correct overmaken van de noodzakelijke inlichtingen volgens onderrichtingen opgesteld door het fonds voor bestaanszekerheid, die het fonds voor bestaanszekerheid in staat moeten stellen om enerzijds de debiteur van de hoogste aanvullende vergoeding te bepalen, zoals bepaald in alinea's 1 en 2, en anderzijds een tijdige en correcte aangifte en betaling van de bijzondere werkgeversbijdrage te kunnen doen, indien het fonds voor bestaanszekerheid zelf de voornaamste debiteur is.

De werkgever zal door de RSZ aansprakelijk gesteld worden voor alle verhogingen, boetes en/of intresten die het gevolg zijn van :

- het niet of niet tijdig of onvolledig aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aangeven en/of betalen van de bijzondere werkgeversbijdragen op het SWT, waarvoor hij gehouden is zelf deze werkgeversbijdrage aan te geven en te betalen;
- het niet of laattijdig doorgeven van noodzakelijke inlichtingen aan het fonds voor bestaanszekerheid, zoals bepaald in de vorige alinea;
- het doorgeven van foute of onvolledige inlichtingen aan het fonds voor bestaanszekerheid, zoals bepaald in de vorige alinea.

Art. 19septies. De bijzondere compenserende maandelijkse werkgeversbijdragen op het SWT, in

uitvoering van het koninklijk besluit van 21 maart 1997, wordt, binnen de bestaande mogelijkheden, door het fonds ten laste genomen voor de arbeiders en arbeidsters wiens ontslag met het oog op SWT in het kader van deze regeling tussen 13 mei 1997 en 31 december 2015 betekend werd.

A.D. Bedrag van de uitkeringen

Art. 20. § 1. De aanvullende vergoeding bij volledige werkloosheid bedraagt 4,96 EUR voor een hele uitkering en 2,48 EUR voor een halve uitkering vanaf 1 april 1999.

Vanaf 1 januari 2006 wordt deze aanvullende vergoeding bij volledige werkloosheid gebracht op 5 EUR voor een hele uitkering en 2,50 EUR voor een halve uitkering.

Vanaf 1 januari 2008 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart de aanvullende vergoeding bij volledige werkloosheid gebracht op 5,20 EUR voor een hele uitkering en 2,60 EUR voor een halve uitkering.

Vanaf 1 oktober 2011 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart de aanvullende vergoeding bij volledige werkloosheid gebracht op 5,80 EUR voor een hele uitkering en 2,90 EUR voor een halve uitkering.

Vanaf 1 juli 2017 wordt de aanvullende vergoeding bij volledige werkloosheid gebracht op 5,92 EUR voor een hele uitkering en 2,96 EUR voor een halve uitkering. Deze verhoging met 2 pct. is het gevolg van de overschrijding in de maand mei 2017 van de spil van 103,04 voor de berekening van de indexering van de sociale uitkeringen overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971.

Vanaf 1 oktober 2018 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart de aanvullende vergoeding bij volledige werkloosheid gebracht op 6,03EUR voor een hele uitkering en 3,01 EUR voor een halve uitkering.

In de periode van 1 juli 2019 tot 31 december 2020 zullen de vergoedingen verhoogd worden met 2% de eerste dag van het kwartaal volgend op de maand waarin de spil voor de berekening van de indexering van de sociale uitkeringen overschreden wordt overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971. De nieuwe bedragen zijn dan 6,15 EUR voor een hele uitkering en 3,08 EUR voor een halve uitkering.

§ 2. De aanvullende vergoeding bij tijdelijke werkloosheid bedraagt 4,96 EUR voor een hele uitkering en 2,48 EUR voor een halve uitkering vanaf 1 april 1999.

Vanaf 1 april 2001 wordt de aanvullende vergoeding voor tijdelijk werkloosheid gebracht op 7,44 EUR voor een hele uitkering en 3,72 EUR voor een halve uitkering.

Vanaf 1 juli 2005 wordt de aanvullende vergoeding voor tijdelijk werkloosheid gebracht op 9 EUR voor een hele uitkering en 4,50 EUR voor een halve uitkering.

Vanaf 1 januari 2008 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart de aanvullende vergoeding voor tijdelijk werkloosheid gebracht op 9,40 EUR voor een hele uitkering en 4,70 EUR voor een halve uitkering.

Vanaf 1 oktober 2011 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart de aanvullende vergoeding voor tijdelijk werkloosheid gebracht op 10 EUR voor een hele uitkering en 5 EUR voor een halve uitkering.

Vanaf 1 oktober 2015 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart de aanvullende vergoeding voor tijdelijk werkloosheid gebracht op 11 EUR voor een hele uitkering en 5,50 EUR voor een halve uitkering.

Vanaf 1 juli 2017 wordt de aanvullende vergoeding voor tijdelijk werkloosheid gebracht op 11,55 EUR voor een hele uitkering en 5,77 EUR voor een halve uitkering.

Vanaf 1 juli 2019 wordt de aanvullende vergoeding voor tijdelijk werkloosheid gebracht op 12,07 EUR voor een hele uitkering en 6,04 EUR voor een halve uitkering.

§ 3. Het vervangingsinkomen bij tijdelijke werkloosheid (samengesteld uit de werkloosheidsuitkering, de door het fonds betaalde aanvullende vergoeding en de eventuele toeslagen op ondernemingsvlak) mag niet hoger zijn dan het inkomen dat de werknemer zou hebben ontvangen indien hij normaal had gewerkt. Indien zou blijken dat dit voor een belangrijk deel van de werknemers het geval zou zijn, worden partijen op ondernemingsvlak opgeroepen om hun regeling aan te passen. Hierbij moet de vergelijking gemaakt worden op niveau van het jaarlijks belastbaar inkomen. Bij de berekening zal eveneens rekening moeten gehouden worden met alle voordelen die wegvalLEN door de schorsing van de arbeidsovereenkomst omwille van de tijdelijke werkloosheid (bijvoorbeeld maaltijdcheques of het wegvalLEN van premies waarop de werknemer in normale omstandigheden recht had gehad, bijvoorbeeld ploegen, nachtarbeid, weekendwerk, enz.).

Art. 20bis. § 1. Het bedrag van de aanvullende vergoeding, uitgekeerd krachtens artikel 19ter, wordt bepaald op 64,45 EUR per maand voor de arbeiders en arbeidsters die tewerkgesteld waren in een voltijdse dienstbetrekking, die werkloosheidsuitkeringen genieten bij toepassing van de wetgeving op de werkloosheidsverzekering.

Het bedrag van de aanvullende vergoeding wordt bepaald op 76,85 EUR per maand voor de arbeiders en arbeidsters waarvan het SWT ingaat tijdens de periode van 1 januari 1987 tot 31 december 2018, voor zover zij voldoen aan de in het eerste lid gestelde voorwaarden.

De arbeiders en arbeidsters, bedoeld in artikel 19bis, §§ 4 en 5, zullen een verhoogde maandelijkse vergoeding van 76,85 EUR ontvangen, voor zover zij tewerkgesteld waren in een voltijdse dienstbetrekking.

Vanaf 1 januari 2006 wordt het bedrag van 76,85 EUR van bovengenoemde aanvullende vergoedingen gebracht op 77 EUR.

Vanaf 1 juli 2017 wordt het bedrag van 77 EUR van bovengenoemde aanvullende vergoedingen gebracht op 78,54 EUR. Deze verhoging met 2 pct. is het gevolg van de overschrijding in de maand mei 2017 van de spil van 103,04 voor de berekening van de indexering van de sociale uitkeringen overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971.

Vanaf 1 oktober 2018 wordt het bedrag van 78,54 EUR van bovengenoemde aanvullende vergoedingen gebracht op 80,11 EUR.

In de periode van 1 juli 2019 tot 31 december 2020 zal het bedrag verhoogd worden met 2% de eerste dag van het kwartaal volgend op de maand waarin de spil voor de berekening van de indexering van de sociale uitkeringen overschreden wordt overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971. Het nieuwe bedrag zal 81,71 EUR zijn.

Voor de toepassing van artikel 21, artikel 21bis en artikel 22 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart het bedrag van 77 EUR gebracht op 80 EUR vanaf 1 januari 2008.

Voor de toepassing van artikel 21, artikel 21bis en artikel 22 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart het bedrag van 80 EUR gebracht op 85 EUR vanaf 1 oktober 2011.

Voor de toepassing van artikel 21, artikel 21bis en artikel 22 wordt het bedrag van 85 EUR gebracht op 89,25 EUR vanaf 1 juli 2017.

Voor de toepassing van artikel 21, artikel 21bis en artikel 22 wordt het bedrag van 89,25 EUR gebracht op 93,27EUR vanaf 1 juli 2019.

Het college van de voorzitters bepaalt de berekeningsmodaliteiten in de gevallen waarin aan de gestelde voorwaarden niet gedurende de ganse maand voldaan wordt.

§ 2. Het bedrag van de aanvullende vergoeding, uitgekeerd krachtens artikel 19ter, wordt bepaald op 32,23 EUR per maand voor de arbeiders en arbeidsters die tewerkgesteld waren in een deeltijdse dienstbetrekking, die werkloosheidsuitkeringen genieten bij toepassing van de wetgeving op de werkloosheidsverzekering.

Het bedrag van de aanvullende vergoeding wordt bepaald op 38,42 EUR per maand voor de arbeiders en arbeidsters waarvan het SWT ingaat tijdens de periode van 1 januari 1987 tot 31 december 2018, voor zover zij voldoen aan de in het eerste lid gestelde voorwaarden.

De arbeiders en arbeidsters, bedoeld in artikel 19bis, §§ 4 en 5, zullen een verhoogde maandelijkse vergoeding van 38,42 EUR per maand ontvangen indien zij tewerkgesteld waren in een deeltijdse dienstbetrekking.

Vanaf 1 januari 2006 wordt het bedrag van 38,42 EUR van bovengenoemde aanvullende vergoedingen gebracht op 38,50 EUR.

Vanaf 1 juli 2017 wordt het bedrag van 38,50 EUR van bovengenoemde aanvullende vergoedingen gebracht op 39,27 EUR.

Vanaf 1 oktober 2018 wordt het bedrag van 39,27 EUR van bovengenoemde aanvullende vergoedingen gebracht op 40,05 EUR.

In de periode van 1 juli 2019 tot 31 december 2020 zal het bedrag verhoogd worden met 2% de eerste dag van het kwartaal volgend op de maand waarin de spil voor de berekening van de indexering van de sociale uitkeringen overschreden wordt overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971. Het nieuwe bedrag zal 40,85 EUR zijn.

Voor de toepassing van artikel 21, artikel 21bis en artikel 22 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart het bedrag van 38,50 EUR gebracht op 40 EUR vanaf 1 januari 2008.

Voor de toepassing van artikel 21, artikel 21bis en artikel 22 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart het bedrag van 40 EUR gebracht op 42,50 EUR vanaf 1 oktober 2011.

Voor de toepassing van artikel 21, artikel 21bis en artikel 22 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart het bedrag van 42,50 EUR gebracht op 44,63 EUR vanaf 1 juli 2017.

Voor de toepassing van artikel 21, artikel 21bis en artikel 22 wordt als aanpassing aan de index en de welvaart het bedrag van 44,63 EUR gebracht op 46,64 EUR vanaf 1 juli 2019

Het college van de voorzitters bepaalt de berekeningsmodaliteiten in de gevallen waarin aan de gestelde voorwaarden niet gedurende de ganse maand voldaan wordt.

§ 3. De toekekening van de vergoeding, voorzien in de §§ 1 en 2, houdt op wanneer de arbeider of de arbeidster volgens de wetgeving op de werkloosheidsverzekering verondersteld wordt met pensioen te zijn gegaan.

B. Ziekte-, bevallings- en ongevallenbijslagen

Art. 21. § 1. De in artikel 5, § 1 en in artikel 5bis, § 6 bedoelde arbeiders en arbeidsters, tewerkgesteld in een voltijdse dienstbetrekking, hebben, voor zover hun eerste door de ziekte- invaliditeitsverzekering vergoede dag valt op 1 april 1999 of later en na de periode gedekt door het gewaarborgd loon, recht op de vergoeding vastgesteld in artikel 20bis, § 1, voor zover ze voldoen aan de volgende voorwaarden :

1. op het ogenblik waarop de ongeschiktheid zich voordoet, in dienst zijn van een in artikel 5, § 1 of een in artikel 5bis bedoelde werkgever;
2. gerechtigd zijn op de primaire vergoedingen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering bij toepassing van de wetgeving terzake, zonder dat deze vergoedingen gedurende de ganse periode van de ongeschiktheid effectief moeten zijn toegekend;
3. op het ogenblik waarop de ongeschiktheid zich voordoet, een anciënniteit van vijftien dagen hebben in de onderneming.

§ 2. De in artikel 5, § 1 en in artikel 5bis, § 6 bedoelde arbeiders en arbeidsters, tewerkgesteld in een deeltijdse dienstbetrekking, hebben, voor zover hun eerste door de ziekte- invaliditeitsverzekering vergoede dag valt op 1 april 1999 of later en na de periode gedekt door het gewaarborgd loon, recht op de vergoeding vastgesteld in artikel 20bis, § 2, voor zover ze voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in § 1.

§ 3. Deze forfaitaire maandelijkse vergoeding wordt gedurende maximaal 11 maanden betaald. Deze duurtijd van de periode van de aanvullende vergoeding in geval van ziekte wordt vanaf 1 juli 2017 verlengd van 11 naar 14 maanden. Deze verlenging van de vergoedbare periode geldt voor alle dossiers waarvan de eerste dag ziekte ten vroegste valt op 1 juli 2016. De eerste forfaitaire vergoeding kan ten vroegste betaald worden voor de maand volgend op deze waarin de eerste effectieve ziektedag viel. Elke begonnen maand wordt beschouwd als een volledige maand.

§ 4. Indien arbeiders en arbeidsters, bedoeld in artikel 5bis, § 6, en grensarbeiders van in België gevestigde ondernemingen niet voldoen aan de tweede voorwaarde vermeld in artikel 21, § 1, dan wordt een gelijkwaardige toeslag zoals voorzien in artikel 20bis toegekend volgens de modaliteiten en onder de voorwaarden vastgesteld door het college van de voorzitters.

§ 5. Ongeacht de duur van een werkherverdeling geeft een nieuwe ziekteperiode, onder dezelfde voorwaarden, opnieuw recht op de maandelijkse forfaitaire vergoeding, voor zover betrokkenen opnieuw gewaarborgd loon ontving.

Art. 21bis. § 1. De in artikel 5, § 1 en in artikel 5bis, § 6 bedoelde arbeiders en arbeidsters, tewerkgesteld in een voltijdse dienstbetrekking, voor zover hun eerste door de ziekte- en invaliditeitsverzekering vergoede dag valt op 1 april 1999 of later en na de periode gedekt door het gewaarborgd loon, hebben recht op de vergoeding vastgesteld in artikel 20bis, § 1, voor zover ze voldoen aan de volgende voorwaarden :

1. op het ogenblik waarop de ongeschiktheid zich voordoet, in dienst zijn van een in artikel 5, § 1 of een in artikel 5bis bedoelde werkgever;
2. arbeidsongeschikt zijn als gevolg van ziekte, bevalling of ongeval, met uitsluiting van de beroepsziekten en de arbeidsongevallen;
3. gerechtigd zijn op de vergoedingen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering bij toepassing van de wetgeving terzake;

4. 57 jaar zijn op de eerste door de ziekte- en invaliditeitsverzekering vergoede dag of deze leeftijd bereiken gedurende de periode waarin de vergoedingen zoals bepaald in artikel 21 betaald worden.

§ 2. De in artikel 5, § 1 en in artikel 5bis, § 6 bedoelde arbeiders en arbeidsters, tewerkgesteld in een deeltijdse dienstbetrekking, voor zover hun eerste door de ziekte- invaliditeitsverzekering vergoede dag valt op 1 april 1999 of later en na de periode gedeckt door het gewaarborgd loon, hebben recht op de vergoeding vastgesteld in artikel 20bis, § 2, voor zover ze voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in § 1.

§ 3. Indien arbeiders en arbeidsters, bedoeld in artikel 5bis, § 6, en grensarbeiders van in België gevestigde ondernemingen, niet voldoen aan de tweede voorwaarde vermeld in artikel 21bis, § 1, dan wordt een gelijkwaardige toeslag zoals voorzien in artikel 20bis toegekend volgens de modaliteiten en onder de voorwaarden vastgesteld door het college van de voorzitters.

§ 4. De in dit artikel voorziene voordelen houden op wanneer de arbeider of arbeidster volgens de wetgeving op de ziekte- en invaliditeitsverzekering verondersteld wordt met pensioen te zijn gegaan. De eerste forfaitaire vergoeding kan ten vroegste betaald worden voor de maand volgend op deze waarin de eerste effectieve ziektedag viel.

Elke begonnen maand wordt beschouwd als een volledige maand.

Ongeacht de duur van een werkherverlating geeft een nieuwe ziekteperiode, onder dezelfde voorwaarden, opnieuw recht op de maandelijks forfaitaire vergoeding, voor zover betrokken opnieuw gewaarborgd loon ontving.

Art. 21ter. De arbeiders en arbeidsters die het bij artikel 19ter voorziene voordeel genieten, die ziek of invalide worden verklaard en die ziekte- of invaliditeitsuitkeringen genieten, behouden hun recht op het bij artikel 19ter voorziene voordeel.

Het in dit artikel voorziene voordeel houdt op wanneer de arbeider of arbeidster volgens de wetgeving inzake de ziekte- en invaliditeitsverzekering verondersteld wordt met pensioen te zijn gegaan.

Art. 22. De in artikel 5, § 1 en in artikel 5bis, § 6 bedoelde arbeiders en arbeidsters van 50 jaar en meer, tewerkgesteld in een voltijdse of deeltijdse dienstbetrekking, die in de periode van 1 april 2001 tot 31 december 2020 ziek worden of zich op 1 april 2001 in een periode van uitkering bevinden zoals bepaald in artikel 21, § 3, en op voorwaarde dat ze ononderbroken ziek blijven tot de leeftijd van 57 jaar, hebben, na uitputting van hun recht zoals bepaald in artikel 21, vanaf de leeftijd van 57 jaar recht op de aanvullende vergoeding bepaald in artikel 20bis, § 1 of 20bis, § 2, en dit tot hun pensioenleeftijd, voor zover ze voldoen aan de voorwaarden vastgelegd in artikel 21, § 1 en voor zover de ziekte ononderbroken verder duurt.

Indien arbeiders en arbeidsters, bedoeld in artikel 5bis § 6, en de grensarbeiders van in België gevestigde ondernemingen, niet voldoen aan voorwaarde 2 vermeld in artikel 21, § 1, dan wordt een gelijkwaardige forfaitaire vergoeding toegekend volgens de modaliteiten en de voorwaarden vastgesteld door het college van de voorzitters.

C. Beschikkingen gemeen aan de werkloosheidsuitkeringen, bijslagen ingevolge werkonthoudbaarheid en andere voordelen toegekend door het fonds

Art. 23. De raad van beheer bepaalt de datum en de modaliteiten van betaling van de door het fonds toegekende uitkeringen en bijslagen; in geen geval mag de betaling van uitkeringen en bijslagen afhankelijk zijn van de storting van de bijdragen verschuldigd door de aan het fonds onderworpen werkgever.

Art. 24. De bijslagen en uitkeringen worden aan de werknemers betaald door de in het paritair comité vertegenwoordigde syndicale organisaties, volgens de door de raad van beheer vastgestelde modaliteiten.

De arbeiders en arbeidsters kunnen zich nochtans rechtstreeks tot het fonds wenden.

Art. 25. De voorwaarden van toekenning van de door het fonds verleende bijslagen en uitkeringen, evenals het bedrag ervan, kunnen gewijzigd worden op voorstel van de raad van beheer bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Art. 26. Onverminderd de bevoegdheid van de rechtkanten, worden de geschillen betreffende de toekenning van uitkeringen en bijslagen voorzien door de onderhavige statuten, voorgelegd aan een raadgevende commissie opgericht door de raad van beheer. Deze kan eveneens gewestelijke raadgevende commissies oprichten.

D. Betaling van de bijzondere compensatietoeslag

Art. 26bis. De in artikel 3, § 1, 4° van de statuten bedoelde bijzondere compensatietoeslag wordt betaald door bemiddeling van de organisaties waarvan sprake in hetzelfde artikel aan de in artikel 5 en artikel 5bis bedoelde arbeiders en arbeidsters die in regel zijn met de bijdragen. Te dien einde stort het fonds voor bestaanszekerheid bij elk verlopen kwartaal op de syndicale rekeningen de opbrengst van de in artikel 14, § 3 bedoelde bijdragen, rekening houdend met de verdeelsleutel zoals vastgesteld door de bedoelde vakbondsorganisaties.

Art. 26ter. Het bedrag van de bijzondere compensatietoeslag, bedoeld in artikel 14, § 3, wordt op voorstel van de raad van beheer van het fonds voor bestaanszekerheid jaarlijks vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

E. Financiering van de beroepsopleiding

Art. 26quater. Het fonds voor bestaanszekerheid stort bij elk verlopen kwartaal de in artikel 14, § 5 bedoeld speciale bijdrage aan het "INOM" en de bijdrage uitsluitend bij de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren, aan de vereniging zonder winstoogmerk "Montage" - Nationaal Fonds voor Tewerkstelling en de Opleiding van Jongeren".

Het fonds voor bestaanszekerheid stort bij elk verlopen kwartaal de in artikel 14, § 5 bedoelde bijkomende bijdrage geïnd voor de industriële en ambachtelijke ondernemingen aan de vereniging zonder winstoogmerk "Tewerkstelling en Opleiding van Risicogroepen - Arbeiders MVEN", en voor de ondernemingen die bruggen en metalen gebinten monteren aan de vereniging zonder winstoogmerk "Montage - Nationaal Fonds voor Tewerkstelling en de Opleiding van Jongeren".

F. Financiering van de kosten van opleiding van de werkgevers- en werknemersorganisaties

Art. 26quinquies. Het fonds stort, bij elk verlopen kwartaal, de in artikel 14, § 4 bedoelde bijdrage aan de werkgeversorganisaties vertegenwoordigd in het paritair comité. Tussen werkgevers- en werknemersorganisaties wordt paritair overeengekomen welk deel ervan wordt voorbehouden voor de syndicale opleiding.

G. Jaarlijkse tewerkstellingsattesten

Art. 26sexies. Het fonds kan tewerkstellingsattesten afleveren aan de arbeiders en arbeidsters tewerkgesteld in de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw. Het fonds kan zich hierbij laten bijstaan door derden. Het college van de voorzitters bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten tot aflevering van de tewerkstellingsattesten.

H. Provinciale tewerkstellings- of vormingsinitiatieven

Art. 26septies. Het fonds voor bestaanszekerheid stort bij elk verlopen kwartaal de in artikel 14, § 6 bedoelde bijdrage voor provinciale tewerkstellings- of vormingsinitiatieven aan de gewestelijke paritaire vzw's die met de opleiding zijn belast.

I. Sociaal sectoraal pensioenstelsel

Art. 26octies. Het fonds voor bestaanszekerheid stelt vanaf 1 april 2014 in zijn schoot een reservefonds in met trekkingsrecht voor het FBZ-bis, dat opgericht werd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 april 2013, geregistreerd onder het nummer 116824/CO/111, om als inrichter te fungeren van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

Wanneer de dekkingsgraad van het "Pensioenfonds Metaal OFP" onder de 100 pct. daalt, zal het FBZ-bis dit trekkingsrecht kunnen uitoefenen, teneinde het tekort aan te vullen.

Wanneer de dekkingsgraad van het "Pensioenfonds Metaal OFP" boven de 120 pct. stijgt, zal dit reservefonds worden afgebouwd.

Het bedrag dat in dit reservefonds wordt opgenomen bedraagt 60 miljoen EUR.

Het college van de voorzitters bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor een eventuele afbouw van dit reservefonds.

Dit bedrag zal voorbehouden worden voor investeringen in gerichte projecten in het kader van de ontwikkeling van de regionale en lokale economie.

In geval er ondanks deze reserve toch nog een tekort zou zijn in het pensioenfonds metaal, zal de verantwoordelijkheid hiervoor 50/50 verdeeld worden tussen werkgevers en werknemers, volgens de afspraken te maken door het college van voorzitters.

J. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "IFP"

Art. 26nonies. Het fonds voor bestaanszekerheid stort bij elk verlopen kwartaal de in artikel 14, § 7 bedoelde bijdrage door aan de vereniging zonder winstoogmerk "Institut de Formation et de Perfectionnement des fabrications métalliques des provinces de Liège et Luxembourg" afgekort "IFP", met ondernemingsnummer 440.771.859.

K. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "RTMB"

Art. 26decies. Het fonds voor bestaanszekerheid stort bij elk verlopen kwartaal de in artikel 14, § 8 bedoelde bijdrage door aan de vereniging zonder winstoogmerk "Regionaal Tewerkstellingsfonds voor de arbeiders van de metaalverwerkende nijverheid Brabant", afgekort "RTMB", met ondernemingsnummer 433.840.220.

L. Financiering van tussenkomsten in het kader van loopbaanwijzigingen

Art. 26undecies. Vanaf 1 januari 2018 kent het fonds een aanvullende vergoeding toe aan de arbeiders en arbeidsters die de leeftijd van minstens 58 jaar bereikt hebben, in het kader van maatregelen tot verlichting van de werklast, zoals opgenomen in de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 februari 2018 inzake werkbaar werk - loopbaanwijziging (registratienummer 144977).

Deze aanvullende vergoeding bedraagt 77 EUR bruto per maand, met een bijkomend supplement van 7,7 EUR bruto per volledige loonschijf van 200 EUR boven het maandelijks brutoloon van 3.500 EUR. De maximale maandelijkse aanvullende vergoeding bedraagt 154 EUR bruto.

De vergoedingen en de brutoloongrens worden jaarlijks geïndexeerd op 1 juli. Daartoe wordt het viermaandelijks gemiddelde van het indexcijfer van de maand juni van het lopende jaar geplaatst tegenover het viermaandelijks gemiddelde van het indexcijfer van de maand juni van het vorige jaar. De toekenningsmodaliteiten en -voorwaarden zijn opgenomen in de hierboven genoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 19 februari 2018.

Vanaf 1 juli 2019 bedraagt deze aanvullende vergoeding 79,63 EUR per maand met een bijkomend supplement van 7,96 EUR bruto per volledige schijf van 200 EUR boven het maandelijks brutoloon van 3.619,63 EUR. De maximale maandelijkse aanvullende vergoeding bedraagt 159,26 EUR bruto.

M. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "FTMA"

Art. 26duodecies. Het fonds voor bestaanszekerheid stort bij elk verlopen kwartaal de in artikel 14, § 9 bedoelde bijdrage door aan de vereniging zonder winstoogmerk "Fonds voor tewerkstelling en opleiding in de metaalverwerkende nijverheid - provincie Antwerpen vzw", afgekort "FTMA", met ondernemingsnummer 433.981.067.

N. Tewerkstellings- en vormingsinitiatieven georganiseerd door de vzw "FTML"

Art. 26ter decies. Het fonds voor bestaanszekerheid stort bij elk verlopen kwartaal de in artikel 14, § 10 bedoelde bijdrage door aan de vereniging zonder winstoogmerk "Fonds voor Tewerkstelling en Opleiding in de Metaalverwerkende Nijverheid Provincie Limburg", afgekort "FTML", met KBO-nummer 0434.112.117.

HOOFDSTUK VI. - Begroting, rekeningen

Art. 27. Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en sluit op 31 december. Het jaar 1965 is het eerste dienstjaar van het fonds.

Art. 28. Elk jaar, en uiterlijk in de loop van de maand december, wordt het budget voor het volgend jaar onderworpen aan de goedkeuring van het paritair comité dat hiertoe zijn bevoegdheden aan een paritair subcomité mag overdagen.

Art. 29. De rekeningen van het verlopen jaar worden op 31 december afgesloten.
De raad van beheer, evenals de door het paritair comité krachtens artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 aangeduide revisor, overhandigen elk een schriftelijk verslag betreffende de uitvoering van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

HOOFDSTUK VII. - Ontbinding, vereffening

Art. 30. Het fonds kan slechts bij éénparige beslissing van het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw worden ontbonden.
Het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw dient tegelijkertijd de vereffenaars aan te stellen, hun bevoegdheden te omschrijven, hun vergoeding vast te stellen en de bestemming van het netto-actief van het fonds te bepalen.